



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
 (Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 27 NOVEMBRE 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 27th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à : l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette Officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine: mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to : The King's Printer, Québec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion : otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter,

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion : 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes : 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction : 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé : 30 cents chacun.

Feuilles volantes : \$1 la douzaine.

Abonnement : \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre : le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion : 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions : 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation : 50 cents per 100 words.

Single copies : 30 cents each.

Slips : \$1. per dozen.

Subscriptions : \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertoin; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Abercorn House Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1948, constituant en corporation: Henriette Savoie, secrétaire, fille majeure, Lorenzo Choquette, agent, et Armand Nadeau, avocat, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'hôtelier, sous le nom de "Abercorn House Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Abercorn, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Letters Patent

Abercorn House Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1948, incorporating: Henriette Savoie, secretary, spinster, Lorenzo Choquette, agent, and Armand Nadeau, advocate, all of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To carry on the hotel business, under the name of "Abercorn House Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Abercorn, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Abitibi Mills Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-et-un octobre 1948, constituant en corporation: Philip Presner, avocat, Maurice Gabriel Hébert, gérant, Benoit Marcotte, comptable, Armand Gilbert, notaire, Jack Deletsky, marchand, tous de la ville de Val d'Or, dans le district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois de charpente, propriétaires de scieries, moulins à hardeaux, moulins à pulpe, commerçants de bilots, bûcherons, et marchands de bois de construction, dans toutes et chacune des branches de tel commerce, sous le nom de "Abitibi Mills Limited", avec un capital de \$60,000 divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-un octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

A. Denault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1948, constituant en corporation: Antoine Denault, marchand, de la cité de Montréal, Laurel Mauffette, comptable, de Lakeside, et Armand-H. Viau, comptable, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des cigares, cigarettes et tabacs; des épiceries, du grain, des viandes et tous autres produits alimentaires et laitiers et les différentes substances utilisées dans leur production, sous le nom de "A. Denault Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Air Compressors and Equipment Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois novembre 1948, constituant en corporation: James Clark, mécanicien, John B. William Mackay, commis, tous deux de Verdun, et Albert Sauvage, avocat, de ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et, en général, faire le commerce de toutes sortes de compresseurs d'air, pistolets-vaporisateurs, moteurs, engins, machines, accessoires et toutes sortes de machinerie, sous le nom de "Air Compressors and Equipment Limited", avec un capital de \$25,000 divisé en 2,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Abitibi Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of October, 1948, incorporating: Philip Presner, advocate, Maurice-Gabriel Hébert, manager, Benoit Marcotte, accountant, Armand Gilbert, notary, Jack Deletsky, merchant, all of the town of Val d'Or, in the judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the business of timber merchants, saw-mill, shingle mill and pulp mill owners, loggers, lumbermen and lumber merchants in any and all their branches, under the name of "Abitibi Mills Limited", with a capital stock of \$60,000 divided into 3,000 common shares of \$10 each, and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, in the judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

A. Denault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1948, incorporating: Antoine Denault, merchant, of the city of Montreal, Laurel Mauffette, accountant, of Lakeside, and Armand H. Viau, accountant, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in cigars, cigarettes and tobacco; groceries, grain, meat and all other foodstuffs and dairy products, and the different substances used in the production thereof, under the name of "A. Denault Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Air Compressors and Equipment Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1948, incorporating: James Clark, mechanic, John B. William Mackay, clerk, both of Verdun, and Albert Sauvage, advocate, of Ville Saint-Laurent, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, exchange, and generally deal in all kinds of air compressors, spray guns, motors, engines, machines, accessories and all kinds of machinery, under the name of "Air Compressors and Equipment Limited", with a capital stock of \$25,000 divided into 2,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Artistic Flower Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux novembre 1948, constituant en corporation: Charles Bloomfield, étalagiste, Harold Bloomfield, étudiant, et Bessie Bloomfield, ménagère, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, marchands et négociants en gros et en détail, exportateurs et importateurs de toutes sortes de plantes artificielles, feuilles artificielles, décorations artificielles et toutes plantes naturelles et aussi des fleurs, vases, nouveautés et ornements de toute sorte et description, sous le nom de "Artistic Flower Co. Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Association des Compagnies de Téléphone
Indépendantes du Québec (Inc.)
(Quebec Independent Telephone
Association (Inc.))**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Dupont, marchand, de Plessisville, district judiciaire d'Arthabaska, Julien Thuot, gérant commercial, et Maurice Martin, surintendant de trafic, tous deux de la ville de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Le développement et l'amélioration du service téléphonique dans la province de Québec, sous le nom de "Association des Compagnies de Téléphone Indépendantes du Québec (Inc.) — Quebec Independent Telephone Association (Inc.)".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Centre de Ski Shawinigan Ski Resort, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du trois novembre 1948, constituant en corporation: Jean-Paul Gignac, ingénieur professionnel, domicilié à Saint-Eustache, district judiciaire de Deux-Montagnes, Myrtha Viau et Gertrude Dostaler, secrétaires, filles majeures, toutes deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Artistic Flower Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November 1948, incorporating: Charles Bloomfield, window dresser, Harold Bloomfield, student, and Bessie Bloomfield, housewife, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers, exporters and importers in all kinds of artificial plants, artificial leaves, artificial decorations and all natural plants and also flowers, pots, novelties and ornaments of every kind and description, under the name of "Artistic Flower Co. Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Association des Compagnies de Téléphone
Indépendantes du Québec (Inc.)
(Quebec Independent Telephone
Association (Inc.))**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Dupont, merchant, of Plessisville, judicial district of Arthabaska, Julien Thuot, business manager, and Maurice Martin, traffic superintendent, both of the town of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

The development and improvement of telephone service in the Province of Quebec, under the name of "Association des Compagnies de Téléphone Indépendantes du Québec (Inc.) — Quebec Independent Telephone Association (Inc.)".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Centre de Ski Shawinigan Ski Resort, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1948, incorporating: Jean Paul Gignac, professional engineer, domiciled at Saint-Eustache, judicial district of Two Mountains, Myrtha Viau and Gertrude Dostaler, secretaries, spinsters, both of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Organiser, entretenir et exploiter un centre sportif pour tous genres de sports, de toutes saisons et principalement pour le ski, sous le nom de "Centre de Ski Shawinigan Ski Resort, Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le trois novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

City Metal & Iron Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre novembre 1948, constituant en corporation: Sam Gourvitz, William Rinzler et Myer Engelberg, marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme fondeurs de bronze et de fer, manufacturiers et marchands de bronze, cuivre, zinc, fer, bois et autres produits naturels neufs et usagés, sous le nom de "City Metal & Iron Co. Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

D. Dénommée & Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq novembre 1948, constituant en corporation: Alexander Gordon Yeoman, commis en loi, Clifford George Meek, teneur de livres, tous deux de la cité de Montréal, William Patrick Creagh, commis en loi, de ville Mont-Royal, Cecil Bruce Cooke, sténographe, de la cité de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et exercer le commerce d'une scierie et du bois de construction en général et l'entreprise actuellement exercée par "Dosithee Dénommée" de St-Damien de Brandon, comté de Berthier, sous le nom de "D. Dénommée & Company Limited", avec un capital de \$110,000 divisé en 1,100 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à St-Damien de Brandon, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dubé & Loiseau Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1948, constituant en corpora-

To organize, maintain and operate a resort for all types of sports, in all seasons, and in particular for skiing, under the name of "Centre de Ski Shawinigan Ski Resort, Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

City Metal & Iron Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1948, incorporating: Sam Gourvitz, William Rinzler and Myer Engelberg, merchants, of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as brass and iron founders, manufacturers and dealers in brass, copper, zinc, iron, wood and other natural products, both new and used, under the name of "City Metal & Iron Co. Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 400 shares of \$50 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

D. Dénommée & Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1948, incorporating: Alexander Gordon Yeoman, Law clerk, Clifford George Meek, both of the city of Montreal, William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mount Royal, Cecil Bruce Cooke, stenographer, of the city of Verdun, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and to carry on the saw-mill and general lumber business and undertaking presently being carried on by "Dosithee Dénommée" of St. Damien de Brandon, in the county of Berthier, under the name of "D. Dénommée & Company Limited", with a capital stock of \$110,000 divided into 1,100 shares of the par value of \$100 each.

The number of its shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the company will be at St. Damien de Brandon, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Dubé & Loiseau Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1948, incorporating: Dr Marie-

tion: Dr Marie-Joseph Dubé, médecin, Maurice Loiseau, gérant, et L.-P.-Adrien Choquette, comptable agréé, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'objets ordinairement vendus par un tabacconiste et un marchand de nouveautés, sous le nom de "Dubé & Loiseau Incorporée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 5,000 actions sans valeur au pair ou nominale, et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$74,245.51.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Edelstein & Rosenberg Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du trois novembre 1948, constituant en corporation: Louis Edelstein, Abe Rosenberg, George Edelstein, marchands de fourrures, et Philip S. Garonce, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers, marchands d'habits et vêtements pour hommes, femmes, enfants et bébés, et de marchandises sèches de toutes sortes, sous le nom de "Edelstein & Rosenberg Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue St-Alexandre, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ideal Motor Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept octobre 1948, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, accessoires, pièces, et toute sorte de machinerie, solutions et dispositifs;

Conduire et opérer des garages pour le soin général des véhicules moteurs, de toute description et de leurs accessoires, sous le nom de "Ideal Motor Sales Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Joseph Dubé, physician, Maurice Loiseau, manager, and L. P. Adrien Choquette, chartered accountant, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To deal in articles usually sold by a tobacconist and dealer in novelties, under the name of "Dubé & Loiseau Incorporée".

The capital stock of the company is divided into 5000 shares having no par or nominal value, and into 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each, and the amount with which the company will commence operations will be \$74,245.51

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Edelstein & Rosenberg Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1948 incorporating: Louis Edelstein, Abe Rosenberg, George Edelstein, fur merchants, and Philip S. Garonce, advocate, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the business of manufacturers, dealers of men's, women's, children's and infants' clothing and wearing apparel and dry goods of all kinds, under the name of Edelstein & Rosenberg Inc., with a capital stock of \$100,000 divided into 500 common shares of \$100 each, and 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at 1449 St. Alexander Street, in the City and Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ideal Motor Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1948, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, both of the City of Montreal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobiles, accessories, parts, and all kinds of machinery, solutions and appliances;

To keep and operate garages for the care generally of motor vehicles of all descriptions, and of all the accessories thereof, under the name of "Ideal Motor Sales Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. A. Rainville Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1948, constituant en corporation: J.-Alfred Dion, avocat, Léonce Lévesque, notaire, et Françoise Hamel, secrétaire, tous de Roberval, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exploiter toutes entreprises commerciales et industrielles comme grossiste, détaillant, importateur, exportateur, négociant, agent distributeur, manufacturier, producteur et fabricant des produits suivants: denrées alimentaires, marchandises sèches, ferronnerie et quincaillerie, pierre de construction, monuments funéraires, bois de pulpe et de construction, portes et châssis et autres objets manufacturés en bois, tracteurs industriels, tracteurs de ferme, instruments aratoires et en général toute machinerie lourde et légère, et tous autres effets, denrées ou produits semblables pouvant rapporter bénéfice, sous le nom de "J. A. Rainville Limitée", avec un capital de \$50,000 divisé en 300 actions privilégiées de la valeur au pair de \$100 chacune et 2,000 actions ordinaires de la valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mistassini, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le 3 novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Joliette Worsted Co. Ltd.
La Lainière de Joliette Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatre novembre 1948, constituant en corporation: Lucien Thouin, avocat, Rita Dufresne et Lucienne Méryneau, secrétaires, filles majeures tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre, transiger dans tous produits de laine, coton, soie et les dérivés de chacun de ces produits et sous-produits, et tout autre matériel de même nature y compris toutes matières artificielles destinées aux mêmes usages, sous le nom de "Joliette Worsted Co. Ltd." — "La Lainière de Joliette Ltée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 102 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$510.

Les actions sans valeur au pair seront émises et réparties au prix de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le quatre novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jos. St-Pierre Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1948, constituant en corporation: Camille-N. de Grandmont, industriel, Jacques de Grandmont et Rosaire de Grand-

J. A. Rainville Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1948, incorporating: J. Alfred Dion, advocate, Léonce Lévesque, notary, and Françoise Hamel, secretary, all of Roberval, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To engage in commercial and industrial undertakings as wholesaler, retailer, importer, exporter dealer, distributing agent, manufacturer, producer and maker of the following products: food-stuffs, dry-goods, ironware and hardware, building stone, tombstones, pulpwood and lumber, doors and sashes and other objects manufactured from wood, industrial tractors, farm tractors, farm implements and generally all heavy and light machinery, and all other goods, wares or products from which profit may be derived, under the name of "J. A. Rainville Limitée", with a capital stock of \$50,000 divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Mistassini, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Joliette Worsted Co. Ltd.
La Lainière de Joliette Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1948, incorporating: Lucien Thouin, advocate, Rita Dufresne and Lucienne Méryneau, secretaries, spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, deal in all woollen, cotton, silk products, and in the derivatives of each of such products and by-products, and in any other material of the same kind, including any artificial matter intended for the same uses, under the name of "Joliette Worsted Co. Ltd." — "La Lainière de Joliette Ltée".

The capital stock of the company will be divided into 102 shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will begin its operations will be \$510.

The shares without par value shall be issued and allotted at the price of \$5 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jos. St-Pierre Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1948, incorporating: Camille N. de Grandmont, manufacturer, Jacques de Grandmont and Rosaire de Grandmont, clerks,

mont, commis, tous du Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer les commerces, industries et négoce de manufacturiers, de marchands de tabac, cigares, cigarettes, articles de fumeurs, articles de toilette, objets de nouveauté, produits alimentaires et confiserie, articles de ferronnerie et de quincaillerie;

Acquérir les affaires jusqu'ici faites ou conduites dans la cité des Trois-Rivières, par C.-N. de Grandmont, sous les nom et raison sociale de Jos. St-Pierre & Cie.

Le nom de la présente compagnie est "Jos. St-Pierre Limitée";

Le capital-actions de la compagnie sera de \$200,000, divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le quatre novembre 1948.

L'Assistant-procureur général.
L. DÉSILETS.

Kerner Formals Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq octobre 1948, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, c.r., Harry Batshaw, c.r. et Louis Feigenbaum, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre des marchandises sèches, vêtements et fournitures de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Kerner Formals Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Killfeather Garage Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six octobre 1948, constituant en corporation: Maurice Mercier, avocat, de la cité d'Outremont, Carmen Geoffrey, sténographe, fille majeure, et Bertrande Bertrand, sténographe, fille majeure, toutes deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Garder, entretenir, opérer et gérer, des bureaux, garages, magasins, dépôts d'entreposage, entrepôts et autres places semblables pour la garde, le nettoyage, la réparation et le soin général des automobiles et véhicules moteurs de toutes sortes et descriptions, et tous les accessoires d'iceux, et d'une manière générale, trafiquer et faire le commerce de véhicules moteurs et de toutes et chacune des pièces et accessoires d'autos, sous le nom de "Killfeather Garage Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 1,000 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 555 rue Inspecteur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

all of Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business, industry and operations of manufacturers, tobacco merchants, dealers in cigars, cigarettes, smokers' supplies, toilet articles, novelties, foodstuffs and confectionery, ironware and hardware;

To acquire the business up to now operated or carried on, in the city of Trois-Rivières, by C.-N. de Grandmont, under the firm name and style of Jos. St-Pierre & Cie;

The name of the present company is "Jos. St-Pierre Limitée";

The capital stock of the company shall be \$200,000, divided into 2,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Kerner Formals Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1948, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, dry goods, wearing apparel and furnishings of every kind and description, under the name of "Kerner Formals Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Killfeather Garage Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1948, incorporating: Maurice Mercier, advocate, of the City of Outremont, Carmen Geoffrey, stenographer, spinster, and Bertrande Bertrand, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To keep, maintain, operate and manage offices, garages, store houses, store rooms, warehouses or other like places for the safe keeping, cleaning, repairing and care of automobiles and motor cars of all kinds and descriptions, and of all accessories thereof, and to generally deal in and with motor vehicles, and any and all auto parts and accessories, under the name of "Killfeather Garage Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 1,000 shares of \$50. each.

The head office of the Company will be at 555 Inspecteur Street, Montreal, Judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Corporation Colombienne de Sorel

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: J. Arsène Parenteau, Florian Mongeau, commis, Armand Matton, marchand, J.-Arthur Boucher, fils, négociant, Philippe St-Arnault, agent d'assurance, Adélar Goulet, industriel, et L. Emilien Voyer, gérant de banque, tous de Sorel, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Acquérir, posséder et aménager tels immeubles, à Sorel, jugés propres, entre autres fins, à abriter les activités du Conseil 1132 des Chevaliers de Colomb de Sorel, sous le nom de "La Corporation Colombienne de Sorel".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$35,000.

Le siège social de la corporation sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le trois novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lalonde Collapsible Boat Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1948, constituant en corporation: Alice Boire, sténographe, fille majeure, Claude Ducharme et Jean-Paul Ste-Marie, avocats, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général, soit en gros et détail, de toutes sortes de bateaux, et embarcations, ainsi que de toutes sortes de parties et pièces s'y rapportant, sous le nom de "Lalonde Collapsible Boat Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lanthier & Sons Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1948, constituant en corporation: Richard Dale Weldon, Edmond-Jacques Courtois, avocats, et Frank Wright, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou chacun des commerces suivants: voituriers généraux, agents de chemins de

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Corporation Colombienne de Sorel

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: J. Arsène Parenteau, Florian Mongeau, clerks, Armand Matton, merchant, J. Arthur Boucher, Jr., merchant, Philippe St-Arnault, insurance agent, Adélar Goulet, industrialist, and L. Emilien Voyer, bank manager, all of Sorel, Judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To acquire, own and equip such immovables, at Sorel, as may be deemed suitable, amongst other things, to house the activities of the Council 1132 of the Knights of Columbus of Sorel, under the name of "La Corporation Colombienne de Sorel".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$35,000.

The head office of the corporation will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lalonde Collapsible Boat Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1948, incorporating: Alice Boire, stenographer, spinster, Claude Ducharme, and Jean Paul Ste-Marie, advocates, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally, either wholesale or retail, in all kinds of boats and craft, and also in all sorts of parts or pieces connected therewith, under the name of "Lalonde Collapsible Boat Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 1,500 preferred shares of a par value of \$10 each, and 5,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lanthier & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of October, 1948, incorporating: Richard Dale Weldon, Edmond-Jacques Courtois, advocates, and Frank Wright, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the following business, general carriers, railway and forwarding agents,

fer et expéditeurs, gardiens et entreposeurs, agents de transfert et de messageries, et tout autre commerce similaire; trafiquer des véhicules actionnés par tout pouvoir quelconque, sous le nom de "Lanthier & Sons Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires ou membres ne devra pas dépasser vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Association Commémorative de Musique de Montréal
(Montreal Memorial Musical Association)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-F. Sise, président du Bell Tel, Jean-C. Lallemand, financier, Murray R. Chipman, publiciste, Honoré Parent, administrateur T.G.C., Stephen Langevin, médecin, tous de la cité de Montréal, Pierre Béique, administrateur, et Frédéric-A. Béique, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Propager et encourager le développement de la musique sous toutes ses formes, dans la cité de Montréal, et ailleurs dans la province de Québec, sous le nom de "L'Association Commémorative de Musique de Montréal"—(Montreal Memorial Musical Association).

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$4,000,000.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le 29 octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Tuque Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1948, constituant en corporation: Laurel Mauffette, comptable, de Lakeside, Armand-H. Viau, comptable, de Verdun et Bernard Villeneuve, comptable, de Montréal tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires d'une compagnie d'immeubles et d'agents d'immeubles dans toutes leurs spécialités, sous le nom de "La Tuque Construction Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à la Tuque, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trois novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

storage and warehousemen, transfer and express agents, and any other similar business; to deal in vehicles propelled by any power whatsoever, under the name of "Lanthier & Sons Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of the par value of \$100 each.

The number of its shareholders or members shall not exceed twenty;

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Association Commémorative de Musique de Montréal
(Montreal Memorial Musical Association)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Charles F. Sise, president of the Bell Tel., Jean C. Lallemand, financier, Murray R. Chipman, publicist, Honoré Parent, executive T.G.C., Stephen Langevin, physician, all of the city of Montreal, Pierre Béique, executive, and Frédéric A. Béique, lawyer, both of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To propagate and encourage the development of music in all branches of same, in the city of Montreal and elsewhere in the Province of Quebec, under the name of "L'Association Commémorative de Musique de Montréal"—(Montreal Memorial Musical Association).

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$4,000,000.

The head office of the corporation will be in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Tuque Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1948, incorporating: Laurel Mauffette, accountant, of Lakeside, Armand H. Viau, accountant, of Verdun, and Bernard Villeneuve, accountant, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company and act as real estate agents in all the specialties of such business, under the name of "La Tuque Construction Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Tuque, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Le Club Sportif de New Richmond Inc.
The New Richmond Sporting Club Incorp.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Alexander Charles MacLean, médecin, Abraham Vanderbeck, assistant-gérant, et Pierre-David-Marcel Poirier, radiotechnicien, tous de New Richmond, district judiciaire de Bonaventure, pour les objets suivants:

Créer, maintenir, administrer et développer des moyens d'organisation de loisirs, des moyens de récréation, de délasserment pour le corps; sous le nom de "Le Club Sportif de New Richmond Inc." — "The New Richmond Sporting Club Incorp."

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à New Richmond, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général le deux novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Gîte des Trois-Rivières, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: M l'abbé Henri Moreau, prêtre, Paul-Emile Neveu, courtier en assurances, et Charles-Edouard Lamothe, entrepreneur-électricien, tous de la cité des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Fonder, établir, maintenir, en la province de Québec, des maisons de refuge et de charité, des dispensaires ou des pensions de toutes sortes, sous le nom de "Le Gîte des Trois-Rivières, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Les Entreprises de Mistassini Limitée
Mistassini Enterprises Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1948, constituant en corporation: Jos.-Alfred Dion, Paul Lemieux, avocats, et Françoise Hamel, sténographe, tous trois de Roberval, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire toutes les opérations se rapportant à la construction de bâtisses, entrepôts, usines et autres opérations de construction en général, sous le nom de "Les Entreprises de Mistassini Limitée" — "Mistassini Enterprises Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mistassini, district judiciaire de Roberval.

**Le Club Sportif de New Richmond Inc.
The New Richmond Sporting Club Incorp.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Alexander Charles MacLean, physician, Abraham Vanderbeck, assistant manager, and Pierre David Marcel Poirier, radio technician, all of New Richmond, judicial district of Bonaventure, for the following purposes:

To create, maintain, manage and develop ways of organizing recreational centres, for physical relaxation and recreation, under the name of "Le Club Sportif de New Richmond Inc." — "The New Richmond Sporting Club Incorp."

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at New Richmond, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Gîte des Trois-Rivières, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbé Henri Moreau, priest, Paul Emile Neveu, insurance broker, and Charles Edouard Lamothe, electrical contractor, all of the city of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To found, establish and maintain, in the Province of Quebec, houses of refuge and charity, dispensaries or lodgings of all kinds, under the name of "Le Gîte des Trois-Rivières, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Les Entreprises de Mistassini Limitée
Mistassini Enterprises Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1948, incorporating: Jos. Alfred Dion, Paul Lemieux, lawyers, and Françoise Hamel, stenographer, all three of Roberval, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To engage in all operations connected with the construction of buildings, warehouses, plants and other construction works, in general under the name of "Les Entreprises de Mistassini Limitée" — "Mistassini Enterprises Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mistassini, judicial district of Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le deux novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Les Etudes Commerciales par
Correspondance Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1948, constituant en corporation: Jacques Viau, avocat, de Lachine, Yvon Tassé, ajusteur, et Jacqueline Matte, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet à la Loi des écoles professionnelles, établir, maintenir, développer des cours par correspondance, sur la littérature, les arts de tous genres et les sciences de toutes sortes, sous le nom de "Les Etudes Commerciales par Correspondance Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune, et 400 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Le Syndicat Economique de Hull Limitée
(Syneco)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1948, constituant en corporation: J.-Ernest Desjardins, gérant, Joseph Laplante, marchand, Lorenzo Caron, Laurent Picard, comptables, W. Valmore Lemieux, Léopold Gélinau, commis, et Aurèle Cousineau, fonctionnaire, tous de Hull, district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de constructeurs et d'agents d'immeubles; marchands d'actions et d'obligations, courtiers ou autrement, sous le nom de "Le Syndicat Economique de Hull Limitée (Syneco)", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Institut Psycho-Social des Trois-Rivières

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Charles-Edouard Bourgeois, prêtre, directeur de l'Assistance à l'Enfant sans soutien, Jean-Baptiste Leblanc, médecin et chirurgien, et Maurice Laurin avocat, tous de la cité des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Aider les personnes inadaptées, difficiles, irrégulières et délaissées; et établir des organismes, centres et permanences appropriés, sous le nom

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Les Etudes Commerciales par
Correspondance Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1948, incorporating: Jacques Viau, advocate, of Lachine, Yvon Tassé, adjuster, and Jacqueline Matte, secretary, spinster, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Subject to the Trade-Schools Act, to establish, maintain and develop correspondence courses on literature, arts of all kinds and sciences of all sorts, under the name of "Les Etudes Commerciales par Correspondance Inc.", with a capital stock of \$30,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each, and 400 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Le Syndicat Economique de Hull Limitée
(Syneco)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1948, incorporating: J. Ernest Desjardins, manager, Joseph Laplante, merchant, Lorenzo Caron, Laurent Picard, accountants, W. Valmore Lemieux, Léopold Gélinau, clerks, and Aurèle Cousineau, employee, all of Hull, judicial district of Hull, for the following purposes:

To carry on the business of builders and real estate agents; stock and bond dealers and brokers or the like, under the name of "Le Syndicat Economique de Hull Limitée (Syneco)", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Institut Psycho-Social des Trois-Rivières

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbé Charles Edouard Bourgeois, priest, director of "l'Assistance à l'Enfant sans soutien", Jean-Baptiste Leblanc, physician and surgeon, and Maurice Laurin, lawyer, all of the city of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To help inadapted, difficult, erratic and forsaken persons; and to establish organizations, centres and suitable premises for same, under the

de "L'Institut Psycho-Social des Trois-Rivières".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

name of "L'Institut Psycho-Social des Trois-Rivières".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Loretteville Inc. (O.T.J. de Loretteville Inc.)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf octobre 1948, constituant en corporation sans capital-actions Roméo Pleau, gérant de manufacture, Dunn-E. Lantier, païemaitre, Adélard L'Heureux, notaire, tous domiciliés à Loretteville, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Fournir aux enfants, aux jeunes gens et aux jeunes filles, des moyens de récréation et d'amusement, et s'occuper de leur formation morale, sociale, nationale, patriotique, charitable, scientifique, artistique, athlétique et sportive, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Loretteville Inc." (O.T.J. de Loretteville Inc.).

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Loretteville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Loretteville Inc. (O.T.J. de Loretteville Inc.)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Roméo Pleau, manager of a factory, Dunn E. Lantier, paymaster, Adélard L'Heureux, notary, all domiciled at Loretteville, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To provide children, young boys and young girls, with means for recreation and amusement, and to interest itself in their moral, social, national, patriotic, charitable, scientific, artistic and athletic training and sports, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Loretteville Inc." (O.T.J. de Loretteville Inc.).

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Loretteville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.]

EUG. Fiset

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

LETTRES PATENTES

ATTENDU qu'une requête du conseil de la cité de Longueuil, basée sur ses résolutions des 8 juillet et 20 août 1948, demande l'émission de lettres patentes fixant la date des élections municipales au premier samedi juridique de février, au lieu du premier jour juridique de février, tous les deux ans, la date de la mise en nomination restant la même et, si le premier samedi juridique de février est jour férié, au premier samedi juridique suivant;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un arrêté en conseil en date du 4 novembre 1948, et conformément à l'article 173 du chapitre 233 des

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender, of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

LETTERS PATENT

WHEREAS a petition of the Council of the city of Longueuil, based upon its resolutions of July 8th and August 20th, 1948, request the issue of letters patent fixing the date of the Municipal elections to the first juridical Saturday of February, instead of the first juridical day of February, every two years, the date of nomination remaining the same, and, if the first juridical Saturday of February be a holiday, to the first juridical Saturday following:

WHEREAS all the formalities required by law have been fulfilled;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order in Council dated November 4, 1948, and in conformity with section 173 of chapter 233 of the Re-

Statuts refondus de Québec, 1941, Nous avons fixé et, par les présentes lettres patentes, fixons la date de l'élection générale du maire et des échevins, dans la cité de Longueuil, au premier samedi juridique de février au lieu du premier jour juridique de février, tous les deux ans et, si le premier samedi juridique de février est jour férié, au premier samedi juridique suivant, la date de la mise en nomination restant la même.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons faire rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer la grande sceau de Notre province de Québec;

TÉMOINS: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Magasin Gay Stores, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six octobre 1948, constituant en corporation: Clarence Rosenhek, avocat, Lillian Griffiths, fille majeure, commis, et Georgia M. Smith, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de textiles, vêtements, meubles, menus objets, machinerie, produits mécaniques, quincaillerie, produits de métal, bois et plastique, et accessoires d'iceux, sous le nom de "Magasin Gay Stores, Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre d'actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Majestic Sales Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept octobre 1948, constituant en corporation: Louis Mortimer Bloomfield, c.r., avocat, Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, et Lazarus Bavitch, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de manufacturiers, importateurs, exportateurs, distributeurs, de tous tissus textiles, cotons, laines, soies, soies artificielles, rayons, toiles, sous le nom de "Majestic Sales Corporation", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Statutes of Quebec, 1941, We have fixed and by the present Letters Patent do fix the date of the general election of the mayor and aldermen, in the city of Longueuil, to the first juridical Saturday of February, instead of the first juridical day of February, every two years, and if the first juridical Saturday of February be a holiday, to the first juridical Saturday following, the day of nomination remaining the same.

OF ALL OF WHICH OUR LOVING subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M. D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of November, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight and the twelfth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Magasin Gay Stores, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1948, incorporating: Clarence Rosenhek, advocate, Lillian Griffiths, spinster, clerk, and Georgia M. Smith, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with all kinds of textiles, clothing, furniture, small wares, machinery, mechanical products, hardware, metal, wood and plastic products and accessories thereof, under the name of "Magasin Gay Stores, Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The number of shareholders to be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Majestic Sales Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1948, incorporating: Louis Mortimer Bloomfield, K.C., advocate, Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, and Lazarus Bavitch, notary, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, importers, exporters, distributors of all textile materials, cottons, woollens, silks, artificial silks, rayons, linens, under the name of "Majestic Sales Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Maritzer Dress Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1948, constituant en corporation: Mark Maritzer, vendeur, Dame Mary Freedman Maritzer, épouse contractuellement séparée de biens de Mark Maritzer et dûment autorisée par lui et Gerald Maritzer, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer principalement le commerce de manufacturiers de tout genre et sorte de vêtements féminins dans toutes ses spécialités et variétés, sous le nom de "Maritzer Dress Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Metal Heat Treating Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1948, constituant en corporation: Marguerite Journet, gérante, célibataire majeure, Paul Journet, et Bernard Journet, voyageurs, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie qui consiste à manufacturer et traiter les métaux de toutes sortes, et les alliages par la chaleur, par des procédés diathermiques ou autres, sous le nom de "Metal Heat Treating Co.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Montreal Bnai Brith Youth Organization Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Max Bernfeld, Samuel Moskovitch, avocats et conseils en loi du Roi, Nathan Cayne, agent d'assurances, Horace Rives Cohen, O.B.E., manufacturier, Dr Louis Samuel Eidinger, dentiste, Saul Victor Eliosoff, Moses Feldman, marchands, Edward Theodore Garfinkle, imprimeur, Louis Jason, vendeur, Harold Lande, avocat, Chaim Norman Denburg, ministre du

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Maritzer Dress Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1948, incorporating: Mark Maritzer, salesman, Dame Mary Freedman Maritzer, wife contractually separate as to property of Mark Maritzer and duly authorized by him, and Gerald Maritzer, clerk, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

Carrying on, principally, the business of manufacturers of any kind and sort of female wearing apparel, in all its branches and varieties, under the name of "Maritzer Dress Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of 100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Metal Heat Treating Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1948, incorporating: Marguerite Journet, manager, spinster, Paul Journet, and Bernard Journet, travellers, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the industry of manufacturing and processing metals of all kinds and their alloys, by heat, by diathermic or other process; under the name of "Metal Heat Treating Co.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Montreal Bnai Brith Youth Organization Inc.

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1948, incorporating without share capital: Max Bernfeld, Samuel Moskovitch, advocates and King's Counsel, Nathan Cayne, insurance agent, Horace Rives Cohen, O.B.E., manufacturer, Dr. Louis Samuel Eidinger, dentist, Saul Victor Eliosoff, Moses Feldman, merchants, Edward Theodore Garfinkle, printer, Louis Jason, salesman, Harold Lande, advocate, Chaim Norman Denburg, Minister of Religion, Abel David Selick, customs

culte, Abel David Selick, courtier en douanes, Jack Solomon, manufacturier, Stanley Verner, manufacturier, et Peter Solomon Wise, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir des activités dont l'objet est de créer le respect et la compréhension mutuels des différents groupes religieux, culturels et raciaux qui contribuent au progrès du Canada;

Apporter à la jeunesse juive une meilleure compréhension de leur religion et combattre l'athéisme, sous le nom de "Montreal Bnai Brith Youth Organization Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Orchid Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept octobre 1948, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi du Roi, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, articles de cuir, textiles, drap et tissus de toute espèce et description, sous le nom de "Orchid Fashions Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie ne devra pas excéder vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Parkway Gowns Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1948, constituant en corporation: David Lack, Norman Genser, avocats, et Pearl Auerbach, secrétaire, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Parkway Gowns Inc.", avec un capital de \$25,000, divisé en 100 actions ordinaires, d'une valeur au pair de \$100 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

broker, Jack Solomon, manufacturer, Stanley Verner, manufacturer, and Peter Solomon Wise, chartered accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To sponsor activities with the object of creating a mutual respect and understanding of the religious, cultural and racial groups which contribute to the upbuilding of Canada;

To bring to the Jewish youth a better understanding of their religion and to combat atheism under the name of "Montreal Bnai Brith Youth Organization Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Orchid Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1948, incorporating: Michael Garber, advocate and King's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irene Rubin, secretary, spinster, both of the City of Montreal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, leather goods, textiles, cloth and fabrics of every kind and description, under the name of "Orchid Fashions Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The shareholders of the company shall not exceed twenty in number.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Parkway Gowns Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1948, incorporating: David Lack, Norman Genser, advocates, and Pearl Auerbach, secretary, unmarried, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade in wearing apparel of all kinds, under the name of "Parkway Gowns Inc.", with a capital stock of \$25,000, divided into 100 common shares at \$100. par value, and 150 preferred shares having a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of October, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Peck Building Corp.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit octobre 1948, constituant en corporation: Max Rothstein, Joseph Nathan Rothstein, manufacturiers, et Norman Genser, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de placement et acheter, louer, ou autrement acquérir et posséder des immeubles, propriétés immobilières et bâtisses, sous le nom de "Peck Building Corp.", avec un capital de \$40,000 divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Peck Building Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1948, incorporating: Max Rothstein, Joseph Nathan Rothstein, manufacturers, and Norman Genser, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on an investment business, and to purchase, lease or otherwise acquire and to own, real estate and immoveable property and buildings, under the name of "Peck Building Corp.", with a capital stock of \$40,000 divided into 390 preferred shares of a par value of \$100 each, and 1,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Plage Laval Sports Association
Association Sportive de Plage Laval**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept octobre 1948, constituant en corporation, sans capital actions: Fernand Dubrule, commis, Jack Howard, contre-maître et Albert Shelley, entrepreneur, tous résidant en la ville de Plage Laval, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Les principes, les buts et objets de l'Association sportive, sont de promouvoir la bonne entente, les sports, le bien-être et l'esprit de fraternité, sous le nom de "Plage Laval Sports Association" — "Association Sportive de Plage Laval".

Les pouvoirs accordés n'autorisent pas le jeu à l'argent, les jeux de hasard et d'habileté combinés et n'autorisent pas la compagnie à détenir et obtenir un permis de la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Plage Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Plage Laval Sports Association
Association Sportive de Plage Laval**

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1948, incorporating without share capital: Fernand Dubrule, clerk, Jack Howard, foreman, and Albert Shelley, contractor, all of them residing in the Town of Plage Laval, judicial district of Montreal, for the following purposes:

The principles, aims and objects of the Sports Association shall be to promote goodwill, sports, welfare, and community spirit, under the name of "Plage Laval Sports Association" — "Association Sportive de Plage Laval".

The powers granted do not permit gambling games, games of chance and skill mixed and do not authorize the company to hold and obtain a license granted by the Quebec Liquor Commission

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Plage Laval, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quebec Stainless Steel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1948, constituant en corporation: Wilbrod Bherer, C.R., avocat, Jacques Juneau, étudiant, et Marie-Paule Dion, sténographe, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de quincaillerie et ferronnerie, sous le nom de "Quebec Stainless Steel Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 800 actions de \$50, chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Quebec Stainless Steel Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1948, incorporating: Wilbrod Bherer, K.C. advocate, Jacques Juneau, student and Marie-Paule Dion, stenographer, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in hardware and ironware, under the name of "Quebec Stainless Steel Ltd." with a capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général le quatre novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Scott Phillips Square Corp.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1948, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, J. R. Hoffman, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Theodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme détaillants de vêtements d'hommes, femmes et enfants dans toutes ses spécialités, y compris des habits, accessoires et fournitures de vêtements, mercerie, manteaux de fourrures, vêtements garnis de fourrures et fourrures, lingerie, sous-vêtements, pardessus, bonneterie, gants, chapeaux, foulards, parures de cou, bottes et chaussures, guêtres, sacoches, articles en cuir, bijouterie et nouveautés, sous le nom de "Scott Phillips Square Corp."

La capitalisation de la compagnie consistera en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 action ordinaires sans valeur nominale ou au pair qui peuvent être émises et réparties contre la considération fixée de temps en temps par le bureau de direction de la compagnie pourvu que le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce ne soit pas moins que \$30,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Thermoproof Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre novembre 1948, constituant en corporation: Irène Provencher, secrétaire, de la cité de Montréal, Marguerite Robert, secrétaire, de la cité de Westmount, et Alphonse Côté, administrateur, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux isolants de toutes sortes et exercer l'industrie d'entrepreneur en isolation, et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Thermoproof Products Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Sports Motor Cycle Club, Montreal

Avi est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq octobre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Robert

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Scott Phillips Square Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of October, 1948, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, J. R. Hoffman, advocate, both of the City of Montreal, and Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount-Royal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry-on business as retail dealers in men's, women's and children's attire in all its branches including clothing, clothing accessories and furnishings, haberdashery, fur coats, fur trimmed garments and furs, lingerie, underwear, outerwear, hosiery, gloves, hats, scarves, neckwear, boots and shoes, gaiters, handbags, leather goods jewellery and novelties, under the name of "Scott Phillips Square Corp."

The capitalizations of the company shall consist of 2,500 preferred shares of a par value of \$100 each, and 1,000 common shares without nominal or par value which may be issued and allotted for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors of the company provided that the amount of capital with which the company will carry on business shall not be less than \$30,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Thermoproof Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1948, incorporating: Irène Provencher, secretary, of the city of Montreal, Marguerite Robert, secretary, of the city of Westmount, and Alphonse Côté, executive of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in insulating materials of all kinds and carry on the business of contractor in insulation and that of general contractors, under the name of "Thermoproof Products Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Sports Motor Cycle Club, Montreal

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1948, incorporating without share capital: Robert Lironi, auto-

Lironi, électricien automoteur, Garth Drake, comptable, et Curtis Foster, étudiant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager un esprit d'unité, de camaraderie et de saine pratique sportive parmi les membres de cette organisation et d'autres organisations semblables, sous le nom de "The Sports Motor Cycle Club, Montreal".

Aucun jeu à l'argent, jeux de hasard, jeux de hasard et d'habileté combinés, les paris illégaux, ne seront permis; la corporation ne sera pas, non plus, autorisée par ses pouvoirs à obtenir et détenir un permis de la Commission des Liqueurs de Québec.

Le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation pourra posséder sera limité à \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Wonderwood Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1948, constituant en corporation: Maurice Grothé, manufacturier, Laurent Drouin, avocat, et Jeanne Fortier, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, assembler, acheter ou autrement acquérir, vendre, louer des jouets, bibelots, meubles meublants, et autres effets mobiliers en bois ou en autres matières, sous le nom de "Wonderwood Co. Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le trois novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Zigayer Realities, Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1948, constituant en corporation: Joseph Helal, avocat et conseil en loi du Roi, Samuel Lyon Caplan, Nathan Harold Caplan, notaires, et Ann Rachel Caplan, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir des terrains ou intérêts dans iceux, avec ensemble toutes bâtisses et constructions qui peuvent se trouver sur ces terrains ou sur quelques-uns d'iceux; et disposer du tout ou de toute partie d'iceux; et ériger des bâtisses, améliorer, modifier et gérer lesdits terrains et constructions, sous le nom de "Zigayer Realities, Incorporated", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie n'excèdera pas vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

motive electrician, Garth Drake, accountant, and Curtis Foster, student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To bring about and to foster a spirit of unity, comradeship, and clean sportsmanship among members of this and similar organisations, under the name of "The Sports Motor Cycle Club, Montreal".

No gambling games, games of chance, games of chance and skill mixed, nor illegal betting shall be permitted; nor shall the corporation by its powers be authorized to obtain and hold any license from the Quebec Liquor Commission.

The annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to \$10,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Wonderwood Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1948, incorporating: Maurice Grothé, manufacturer, Laurent Drouin, advocate and Jeanne Fortier, stenographer, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal for the following purposes:

To manufacture, assemble, purchase or otherwise acquire, sell, lease toys, knick-knacs, furniture and other movables of wood or otherwise, under the name of "Wonderwood Co. Inc." with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Zigayer Realities, Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1948, incorporating: Joseph Helal, advocate and King's Counsel, Samuel Lyon Caplan, Nathan Harold Caplan, notaries, and Ann Rachel Caplan, stenographer, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, lands or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to dispose of the whole or any portion of them, and to erect buildings, to improve, alter and manage the said lands and buildings, under the name of "Zigayer Realities Incorporated", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of \$100. each, and 100 common shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall not exceed twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
23547 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
23547-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Absorbent Cotton Products Incorporated (Abscot Inc.)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deux novembre 1948, changeant le nom de la compagnie "Absorbent Cotton Products Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 juin 1941 sous le nom de "Acme Cotton Products Company", en celui de "Absorbent Cotton Products Incorporated (Abscot Inc.)".

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Guil Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six octobre 1948, à la compagnie "Guil Limitée", confirmant son règlement N° 16 réduisant son capital-actions de \$300,000 à \$149,900 par l'annulation de 1,501 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jet Fastener Corp.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deux novembre 1948, changeant le nom de la compagnie "Flyfast-Steiner Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 novembre 1944 sous le nom corporatif de "Flyfast Limited", en celui de "Jet Fastener Corp."

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Compagnie de Téléphone de Risborough

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six octobre 1948, à "La Compagnie de Téléphone de Risborough", confirmant son règlement augmentant son capital-actions de \$10,000 à \$20,000 par la création de 100 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

Absorbent Cotton Products Incorporated (Abscot Inc.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of November, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "Absorbent Cotton Products Inc.", incorporated by letters patent dated June 30th, 1941, under the name of "Acme Cotton Products Company", to that of "Absorbent Cotton Products Incorporated (Abscot Inc.)".

Dated at the office of the Attorney General, the second day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Guil Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of October, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Guil Limitée", confirming its By-law N° 16 reducing its capital stock from \$300,000 to \$149,900 by the cancellation of 1,501 common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jet Fastener Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of November, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Flyfast-Steiner Ltd.", incorporated by letters patent dated November 28th, 1944, under the corporate name of "Flyfast Limited", to that of "Jet Fastener Corp."

Dated at the office of the Attorney General, the second day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Compagnie de Téléphone de Risborough

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-sixth day of October, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "La Compagnie de Téléphone de Risborough", confirming its by-law increasing its capital stock from \$10,000 to \$20,000 by the creation of 100 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lasalle Broom Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix novembre 1948, à la compagnie "Lasalle Broom Company Limited", confirmant son Règlement N° 21 convertissant les 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, constituant son capital-actions autorisé, en 200 actions sans valeur au pair ou nominale, le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations étant fixé à \$1000.00.

Daté du bureau du Procureur général le dix novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lasalle Broom Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the tenth day of November, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, to the "Lasalle Broom Company Limited", confirming its By-law No. 21, converting the 200 common shares of a par value of \$100 each, constituting its authorized capital stock, into 200 shares without nominal or par value, the amount with which the company will continue its operations being fixed to \$1000.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Montreal Mortgage and Discount Company, Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du cinq novembre 1948, à la compagnie "Montreal Mortgage and Discount Company, Limited" confirmant: 1° son règlement "F" diminuant le nombre des directeurs de sept à cinq, lequel règlement se lit comme suit: "Le bureau de direction de cette compagnie sera composé de cinq (5) membres dont trois (3) formeront quorum. Ce règlement "F" remplace le règlement "D" qui pourvoyait à la formation d'un bureau de direction composé de sept membres, lequel règlement est, par les présentes, révoqué et annulé."; 2° son règlement "H" diminuant le capital autorisé de la compagnie en annulant 6,854 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune et en diminuant la valeur au pair des 23,146 actions privilégiées restantes qui forment une partie du capital autorisé de la compagnie de \$25 à \$20 par action, et fixant le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations à pas moins de \$121,292.00.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Montreal Mortgage and Discount Company, Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of November, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Montreal Mortgage and Discount Company, Limited", confirming: 1. its By-Law "F" reducing the number of directors from seven to five, which by-law reads as follows: "The Board of Directors of this Company shall consist of five (5) members, of whom three (3) shall form a quorum. This By-Law "F" takes the place of By-Law "D" which provided for a Board of Directors consisting of seven members, which is hereby rescinded and cancelled."; 2. its By-Law "H" reducing the authorized capital of the company by cancelling 6,854 preferred shares of the par value of \$25 each and by reducing the par value of the remaining 23,146 preferred shares forming part of the authorized capital of the company from \$25 to \$20 per share, and fixing the amount with which the company will continue its operations to not less than \$121,292.00.

Dated at the office of the Attorney General the fifth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Perfect Style Garment Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-trois octobre 1948, à la compagnie "Perfect Children's Wear Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 novembre 1947, confirmant: 1° le règlement de la compagnie changeant son nom corporatif en celui de "Perfect Style Garment Co. Ltd."; 2° un règlement convertissant 200 actions ordinaires catégorie B d'une valeur au pair de \$50 chacune en 400 actions catégorie C d'une valeur au pair de \$25 chacune, de manière à ce que le capital-actions de la compagnie soit réparti comme suit, à savoir:

- 200 actions catégorie A d'une valeur au pair de \$100 chacune;
- 200 actions catégorie B d'une valeur au pair de \$50 chacune;
- 400 actions catégorie C d'une valeur au pair de \$25 chacune;

Perfect Style Garment Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of October, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Perfect Children's Wear Ltd.", incorporated by letters patent dated November 3rd, 1947, confirming: 1. the company's by-law changing its corporate name to that of "Perfect Style Garment Co. Ltd."; 2. a by-law converting 200 Class B common shares, of the par value of \$50 each, into 400 Class C shares of the par value of \$25 each, so that the capital stock of the company shall consist of the following, namely:

- 200 Class A shares of the par value of \$100 each;
- 200 Class B shares of the par value of \$50 each;
- 400 Class C shares of the par value of \$25 each;

et énumérant les droits et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois octobre 1948.

L'Assistant procureur général,
L. DÉSILETS.

Poterie Vandesca Pottery Ltée-Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente septembre 1948, à la compagnie "Poterie Vandesca Pottery Ltée-Ltd.", confirmant son Règlement "E" subdivisant les 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale, faisant partie du capital-actions de la compagnie, en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale, et stipulant que le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations sera de \$70,000.00

Daté du bureau du Procureur général le trente septembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Premier Casing Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un octobre 1948, à la compagnie "Premier Casing Company", confirmant son règlement spécial "A" subdivisant les cent actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune constituant le capital autorisé de la compagnie en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**The Blue Ribbon Bedding Company
of Canada, Ltd.
Lingerie Ruban Bleu du Canada, Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres supplémentaires, en date du huit novembre 1948, changeant le nom de la compagnie "Lingerie "Delorimier" Bedding Co. Ltd. (Cie Ltée)", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 janvier 1938, en celui de "The Blue Ribbon Bedding Company of Canada, Ltd." — "Lingerie Ruban Bleu du Canada, Ltée".

Daté du bureau du Procureur général le huit novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Canadian Spool Cotton Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trois novembre 1948, à la compagnie "The Canadian Spool Cotton Company" étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

and enumerating the rights and restrictions attaching to each class of shares.

Dated at the office of the Attorney General the twenty-third day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Poterie Vandesca Pottery Ltée-Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of September, 1948, were issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, to the company "Poterie Vandesca Pottery Ltée-Ltd.", confirming its By-law "E" subdividing the 1,000 common shares having no par or nominal value, forming part of the capital stock of the company, into 10,000 common shares without par or nominal value, and stipulating that the amount with which the company will continue its operations will be \$70,000.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Premier Casing Company

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-first day of October, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, to the company "Premier Casing Company" confirming its special by-law "A" subdividing the 100 common shares of the par value of \$100 each, constituting the authorized capital stock of the company, into 10,000 common shares of the par value of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-first day of October, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**The Blue Ribbon Bedding Company
of Canada, Ltd.
Lingerie Ruban Bleu du Canada, Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the eighth day of November, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Lingerie "Delorimier" Bedding Co. Ltd. (Cie Ltée)", incorporated by letters patent dated January 13th, 1938, to that of "The Blue Ribbon Bedding Company of Canada, Ltd." — "Lingerie Ruban Bleu du Canada, Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, the eighth day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Canadian Spool Cotton Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the third day of November, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "The Canadian Spool Cotton Company" extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, the third day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

W. A. Fortin Limitée—W. A. Fortin Limited

W. A. Fortin Limitée—W. A. Fortin Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq octobre 1948, à la compagnie "W. A. Fortin Limitée" — "W. A. Fortin Limited", confirmant son règlement N° XII: 1.) augmentant son capital-actions de \$49,900 à \$250,000 par la création de 151 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 1,850 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2.) abrogeant le règlement N° XI de la compagnie, tel que sanctionné par le Lieutenant-gouverneur le 4 avril 1936, convertissant 150 actions ordinaires de son capital-actions en actions privilégiées, et déterminant les droits, privilèges et restrictions attachés aux nouvelles actions privilégiées créées en vertu dudit règlement N° XII; 3.) augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de cinq à six.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of October 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "W. A. Fortin Limitée" — "W. A. Fortin Limited", confirming its by-law No. XII: 1.) increasing its capital stock from \$49,900 to \$250,000 by the creation of 151 additional common shares of a par value of \$100 each and 1,850 preferred shares of a par value of \$100 each; 2.) repealing by-law No. XI of the company as sanctioned by the Lieutenant-Governor on the 4th of April, 1936, converting 150 common shares of its capital stock into preferred shares, and determining the rights, privileges and restrictions attaching to the new preferred shares created in virtue of the said by-law No. XII; 3.) increasing the number of directors of the company from five to six.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq octobre 1948.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of October, 1948.

L'Assistant-procureur général,
23548-o L. DESILETS.

Deputy Attorney General.
23548 L. DESILETS.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 1553

Number 1553

Québec, le 18 novembre 1948.

Quebec, November 18, 1948

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Present: The Lieutenant Governor in Council

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie du Camionnage dans la région de Québec.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the cartage industry in the district of Quebec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

L'Association des Camionneurs de Québec,

ON THE ONE PART:

"L'Association des Camionneurs de Québec"

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat catholique des Employés du Camionnage inc.,

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 août 1948;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les occupations visées et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de ladite loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat catholique des Employés du Camionnage inc."

for the employers and the employees of the industry and the occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 7, 1948;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the said Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendement), avec, toutefois les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 août 1948.

I. Définitions: Aux fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "employeur professionnel" désigne un employeur qui a habituellement à son emploi un ou des salariés pour un genre de travail qui fait l'objet du décret.

b) Le mot "employeur" désigne tout individu, société, firme ou corporation qui fait exécuter un travail régi par le décret par un salarié, que ce travail soit exécuté pour son propre compte ou pour le compte d'autrui.

c) Le mot "salarié" désigne tout ouvrier travaillant dans l'industrie du camionnage ou dans les services de camionnage de toute entreprise ou commerce régi par le décret comme chauffeur, aide-chauffeur, messenger ou livreur qui, exécute individuellement, en équipe ou en société, un travail régi par le décret et, en outre, toute personne travaillant à salaire ou à commission pour le compte d'un employeur professionnel. Ce terme désigne enfin tout artisan qui loue à autrui ses services et ceux de son camion pour l'exécution d'un travail régi par le décret.

d) Le terme "industrie du camionnage" désigne l'industrie des personnes, sociétés ou corporations qui se chargent pour autrui et moyennant considération pécuniaire du transport de marchandises ou de tous autres produits ou objets transportables.

e) Le terme "service de camionnage" désigne les services de transport de marchandises ou autres produits ou objets transportables de toute autre entreprise ou commerce régi par le présent décret et dont le travail ne s'exécute que pour le compte exclusif de telle entreprise ou commerce et non pour le compte d'autrui.

II. Jurisdiction territoriale: La jurisdiction territoriale du décret comprend la cité de Québec et les municipalités situées sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent et comprises en tout ou en partie dans un rayon de cinq (5) milles des limites de la dite cité de Québec.

III. Jurisdiction professionnelle: a) La jurisdiction professionnelle du présent décret comprend, tous les employeurs de l'industrie du camionnage qu'ils soient ou non détenteurs de permis de la Régie des Transports et Communications, résidant ou ayant place d'affaires ou exploitant leur entreprise dans le territoire couvert par la jurisdiction territoriale du présent décret et en outre tous les salariés au service des employeurs de la dite industrie.

b) La jurisdiction professionnelle du présent décret couvre, en outre, tous les employeurs de l'industrie ou du commerce en général, non régis par un autre décret ou par une convention collective de travail particulière négociée en vertu de la Loi des Relations Ouvrières, résidant ou ayant place d'affaires ou exploitant leur entreprise dans le territoire couvert par la jurisdiction territoriale du présent décret, mais pour les services de camionnage de leur entreprise seulement, et aussi tous les salariés à l'emploi des dits employeurs et affectés à leurs dits services de camionnage.

Cependant, les établissements de vente et de distribution de commodités essentielles comme le charbon, l'huile, le bois de chauffage ou de sciage ou de construction, le sable, la pierre, le

THAT the said request be accepted in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 7, 1948.

I. Definitions: For the purposes of enforcement of the decree, the following words have the meaning hereafter given to them:

a) *Professional employer:* These words mean an employer who, habitually, has one or more employees in his employ for the execution of work governed by the decree.

b) *Employer:* This word means any individual, partnership, firm or corporation who has work governed by the decree performed by an employee, whether such work be done for one's own account or for the account of a third party.

c) *Employee:* This word means any worker working in the cartage industry or in the cartage service of any concern or trade governed by the decree whether as driver, driver's helper, messenger or delivery man, and who performs alone, in a shift or in partnership, work governed by the decree and, besides, any person paid on a wage or commission basis employed by a professional employer. This word means also any artisan letting his and his truck's services to others for the execution of work governed by the decree.

d) *Cartage industry:* These words mean the industry in which are engaged persons, partnerships or corporations transporting for others, at a charge, goods or any other transportable product or article.

e) *Cartage services:* These words mean those services of any concern or trade governed by the present decree, pertaining to the transport of goods or other transportable products or articles and operating for the exclusive account of such concern or trade, but not for the account of a third party.

II. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree, shall comprise the city of Quebec and the municipalities situated on the north shore of the St. Lawrence river and included, in whole or part, in a radius of five (5) miles from the limits of the said city of Quebec.

III. Professional jurisdiction: a) The professional jurisdiction of the present decree shall comprise all employers of the cartage industry, with or without a permit from the Provincial Transportation and Communication Board, living, doing business or operating their concern within the territory covered by the territorial jurisdiction of the present decree and, besides, all the employees of the employers of the said industry.

b) The professional jurisdiction of the present decree shall also include all industrial and commercial employers not governed by another decree, or by a private collective labour agreement under the Labour Relations Act, and living or doing business or operating their concern within the territory covered by the territorial jurisdiction of the decree but only as regards the cartage services of their concern, as well as all the employees of such employers committed to the said cartage services.

However, establishments engaged in the sale and distribution of essential commodities like coal, oil, firewood, lumber, sawn timber, sand, stone, cement and other similar materials or

ciment et autres matériaux ou produits analogues, sauf s'ils sont régis par un autre décret, sont dans tous les cas, assujettis au présent décret pour leurs services de camionnage et aussi tous les salariés à l'emploi des dits établissements et affectés à leurs dits services.

Exemption: Sont toutefois exemptés de l'application du décret:

1° Les vendeurs à commission au service d'établissements industriels et commerciaux régis par le présent décret, autres que les entreprises de l'industrie du camionnage, dont l'opération de camion n'est qu'accessoire à leurs fonctions principales de vendeur.

2° Les salariés des établissements industriels et commerciaux régis par le présent décret, autres que les entreprises de l'industrie du camionnage, préposés au service de camionnage des dits établissements industriels et commerciaux, s'ils travaillent moins de trois jours par semaine à leurs occupations professionnelles.

IV. *Salaires minima:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées:

1° Salaires horaires	Taux minimum
Aide ou manœuvre.....	\$ 0.55
Chauffeur de camion.....	0.60
Chauffeur de remorques (floats).....	0.65
Chauffeur ou opérateur de tracteurs munis de roues pneumatiques.....	0.65

2° Salaires hebdomadaires	Taux minimum
Chauffeur de camion payé à la semaine.....	\$ 29.00
Aide-chauffeur ou manœuvre payé à la semaine.....	27.00

V. *Durée du travail:* a) La semaine normale de travail pour toutes les catégories de salariés assujettis au décret et dans tous les établissements couverts par le susdit décret est de cinquante-quatre (54) heures.

b) La journée régulière de travail pour toutes les catégories de salariés assujettis au décret et dans tous les établissements couverts par le susdit décret est de neuf (9) heures.

VI. *Jours de fêtes chômés:* Les jours de fêtes chômés, pour les fins du décret, sont les suivants: le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, la Saint-Jean-Baptiste et la Fête du Travail.

VII. *Travail supplémentaire:* a) Tout travail exécuté par un salarié en plus de neuf heures en une seule journée de travail est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

b) Tout travail exécuté par un salarié les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, le jour de la Saint Jean Baptiste ou la fête du Travail est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré aux taux de salaire double.

VIII. *Congés payés:* a) Tous les salariés régis par le décret et au service des employeurs assujettis au susdit décret doivent bénéficier d'un congé payé d'une demi-journée pour chaque période de vingt-cinq (25) jours de travail au service du même employeur. La rémunération payable pour tel congé sera basée sur la moyenne des gains des dits salariés pendant ladite période de travail.

products, except when governed by another decree, are in all cases subject to the present decree as regards their cartage services; are also governed the employees of such establishments which are committed to the said services.

Exemption: The following employees, however, are exempt from the enforcement of the decree:

1. Commission salesmen of the industrial and commercial establishments governed by the decree other than cartage concerns and whose trucking operations are but an accessory to their main salesman functions.

2. Employees of the industrial and commercial establishments governed by the decree other than cartage concerns committed to the trucking services of such commercial and industrial establishments when working less than three days per week at their professional occupations.

IV. *Wages:* The following minimum wage rates shall be paid to the employees of the categories hereafter mentioned:

1. Hourly rates	Minimum rate
Truck driver.....	\$ 0.60
Helper or labourer.....	0.55
Float driver.....	0.65
Rubber-wheel tractor driver or operator.....	0.65

2. Weekly wages	Minimum rate
Truck driver paid by the week.....	\$ 29.00
Driver's helper or labourer paid by the week.....	27.00

V. *Duration of work:* a) The standard work week for all categories of employees governed by the decree, and for all establishments covered by the said decree, shall be one of fifty-four (54) hours.

b) The regular work day for all categories of employees governed by the decree, and for all establishments covered by the said decree, shall be one of nine (9) hours.

VI. *Days kept as holidays:* The days kept as holidays, for the purposes of the decree, shall be the following ones: New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. Jean Baptiste Day and Labour Day.

VII. *Overtime:* a) Time worked by an employee in excess of nine (9) hours in one working day shall be considered as overtime and paid at the rate of time and a half.

b) Time worked by an employee on Sunday, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, St. Jean Baptiste Day and Labour Day, shall be considered as overtime and paid at the rate of double time.

VIII. *Vacation with pay:* a) All employees governed by the decree and working for employers governed by the said decree shall benefit by a vacation with pay of one half-day for each period of twenty-five (25) days of work for the same employer, and the vacation pay shall be based upon the average wages of the said employees for the said period of work.

b) Ce congé payé doit être donné dans les douze mois à compter de la date à laquelle le droit au congé est acquis, soit au premier mai de chaque année. Le période de congé est déterminée par l'employeur et avis de son choix doit être donné à son salarié dans un délai raisonnable avant la période de prise de congé et la rémunération équivalente à tel congé payé, proportionnelle à la durée du service du salarié chez son employeur, doit lui être payée avant son départ en congé.

c) Si un salarié quitte son emploi ou est congédié avant la période choisie pour son congé, il a droit de toucher de son employeur une indemnité en argent équivalente aux congés payés qu'il a gagnés jusqu'à telle époque.

d) Ce congé payé doit être donné par l'employeur à son salarié en jours consécutifs et être proportionné aux congés gagnés par tel salarié et comptés suivant le mode ci-dessus décrit au présent article. Toutefois, après entente entre l'employeur et le salarié, le congé payé gagné par tel salarié peut lui être donné en jours non consécutifs pendant la période ci-dessus mentionnée, à condition que copie écrite de telle entente soit déposée entre les mains du Comité paritaire dans un délai de quinze jours après sa signature.

e) Si, à l'expiration du délai ci-dessus mentionné, un salarié n'a pas obtenu de son employeur les congés payés auxquels il a droit, il peut lui réclamer une indemnité en argent équivalente aux congés payés gagnés à son service et comptés sur la base ci-dessus décrite.

IX. Salaire journalier minimum: Tout salarié régi par le décret, sauf s'il est engagé et payé à la semaine, s'il est appelé au travail par un employeur dans un établissement régi par le susdit décret, a droit au salaire régulier d'au moins quatre heures par jour, au taux horaire régulier prévu par son emploi, si aucun travail n'est disponible ou si le travail offert n'utilise ses services que pendant une période de temps inférieure à telle période de quatre heures, au cours de cette journée de réquisition de services ou de travail, suivant le cas.

X. Salaires supérieurs: Tout salarié qui, au moment de l'entrée en vigueur du décret, retire un salaire supérieur aux salaires minima obligatoires prévus par le dit décret pour sa catégorie d'emploi chez son employeur, a droit de jouir de tel salaire supérieur pendant la durée du dit décret, s'il reste au service du même employeur, sauf toutefois s'il change de catégorie d'emploi chez son dit employeur.

XI. Paiement de salaire: Le salaire de tout salarié assujéti au décret doit lui être payé régulièrement une fois la semaine.

XII. Durée du décret: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1948 inclusivement. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le premier janvier de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

b) This vacation with pay shall be given in the twelve months from the date on which the right to such vacation is acquired, i.e., on May 1st of each year. The vacation period is determined by the employer and notice thereof shall be given to his employee reasonably in advance. The vacation pay, which is based upon the length of service of an employee for his employer, shall be given to him before he leaves for such vacation.

c) Should an employee leave his employer or be dismissed before the period determined for his vacation, he shall receive a compensation equivalent to the vacation pay to which he is entitled.

d) Such vacation with pay shall be given by the employer to his employee in consecutive days and shall be proportional to the vacation earned by such employee and computed in the manner described in the present section. However, after agreement between employer and employee, the vacation with pay of such employee may be given in non-consecutive days during the period above mentioned provided a written copy of such agreement be filed with the Parity Committee within the fifteen (15) days following the signing of such agreement.

e) Should an employee, have not obtained his vacation from his employer within the delay mentioned above, he shall have the right, at the expiration thereof, to claim a compensation equivalent to the vacation pay computed in the manner above described.

IX. Daily minimum wages: Every employee governed by the decree, except when employed and paid on a weekly basis, when called to work by an employer in an establishment governed by the said decree shall be entitled to the regular wage rate for at least four (4) hours per day, at the hourly rate provided for his occupation, when no work is found for him to do or when the work is done within four hours in the course of the day, as the case may be.

X. Higher wages: Every employee who, at the time of the coming into force of the decree, receives higher wages than the minimum ones stipulated in the said decree for his category shall continue to receive such higher wages for the entire duration of the said decree if he remains in the employ of the same employer except, however, when he takes another category of employment for his employer.

XI. Payment of wages: The wages of every employee governed by the decree shall be given to him, regularly, once a week.

XII. Duration of the decree: The present decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain in effect until December 31, 1948, inclusive. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notifies the other party in writing, to the contrary, within a delay of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30) days, prior to January 1st of each year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1551

Québec, le 18 novembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "A"

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement du comité paritaire de l'horlogerie de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le règlement de prélèvement du comité paritaire de l'horlogerie, de Montréal, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 200 du 19 février 1948 (section "B"), soit amendé comme suit:

Les mots "soit \$35.00 par semaine", apparaissant à la fin du paragraphe "b" de la section 1 (Cotisation) sont remplacés par les mots "soit \$45.00 par semaine".

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

23572-o

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 1551

Quebec, November 18, 1948.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "A"

CONCERNING an amendment of the levy by-law of the Parity Committee of Horology of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the levy by-law of the Parity Committee of Horology of Montreal, approved by Order in Council number 200 of February 19, 1948 (part "B"), be amended as follows:

The words "namely \$35.00 per week" mentioned at the end of subsection "b" of part I (assessment) are replaced by the words "namely \$45.00 per week".

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council

23572-o

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1552

Québec, le 18 novembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de deux modifications au décret numéro 972 du 30 juin 1948, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 16 octobre 1948;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 972, soit modifié de la façon suivante:

1° La dernière ligne du paragraphe "c" de l'article VII est corrigée pour se lire comme suit:

"de soixante-cinq dollars et cinquante-quatre cents (\$65.54) par semaine."

2° Les mots "et paysagistes" apparaissant au paragraphe "g" de l'article VII et à la fin de la deuxième phrase de l'article VIII sont radiés.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

23574-o

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 1552

Quebec, November 18, 1948.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of two amendments of the decree number 972 of June 30, 1948, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal;

WHEREAS the said notice has been published in the Quebec Official Gazette, issue of October 16, 1948;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 972, be amended as follows:

1. The last line of subsection "c" of section VII is corrected to read as follows:

"operators shall be \$65.54 per week."

2. The words "and landscape workmen" mentioned in subsection "g" of section VII and at the end of the second sentence of section VIII are deleted.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

23574-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1552

Québec, le 12 novembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuille dans l'Île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 660, du 13 mai 1948, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuille dans l'Île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 octobre 1948;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 660, soit modifié de la façon suivante:

L'article VII est remplacé par le suivant:

"VII. *Salaires*: Les taux minima de salaires suivants s'appliquent aux catégories de salariés ci-après énumérées. Aucune des dispositions du présent décret ne peut avoir pour effet de réduire les taux horaires des salariés actuellement en vigueur.

Classifications:

	<i>Taux horaires</i>
a) <i>Compagnons</i> :	
Mécanicien en métal en feuille.	\$ 1.15
Sous-contremaître.	1.27
Chef d'équipe.	1.22
Soudeur, classe "A".	1.22
Soudeur, classe "B".	1.11
Soudeur, classe "C".	1.00
Soudeurs en série:	
premier semestre.	0.78
deuxième semestre.	0.83
troisième semestre.	0.89
quatrième semestre.	0.94

Subséquentement, ils sont éligibles à la classe "C", à \$1.00 de l'heure, s'ils possèdent les qualifications requises.

Machiniste.	1.00
Mécanicien des machinistes.	1.17
Outilleur.	1.22
Peintre.	1.09
Peintre au pistolet.	0.95
b) Forgeron.	1.11
c) Préposé au fonctionnement des machines.	0.94
d) Assembleur et ouvrier spécialisé.	1.00
e) Ouvrier de la production.	0.78
f) Aide.	0.72

g) *Chefs de groupe*: Les chefs de groupe doivent recevoir \$0.10 l'heure de plus que le minimum établi dans le décret pour leur classification.

Les aides qui ont atteint le taux de \$0.78 l'heure peuvent être employés régulièrement comme "ouvrier de la production", si l'employeur peut le faire.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1552

Quebec, November 12, 1948.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the sheet metal products manufacturing industry in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 660 of May 13, 1948, relating to the sheet metal products manufacturing industry in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 16, 1948;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 660, be amended as follows:

Section VII is replaced by the following:

"VII. *Wage rates*: The following minimum wage rates shall apply to the respective classes of employment hereunder specified. Nothing contained in this decree shall have the effect of reducing any employee's hourly rate now in force.

<i>Classifications:</i>	<i>Hourly rates</i>
a) <i>Journeymen</i> :	
Sheet metal Mechanic.	\$ 1.15
Assistant-foreman.	1.27
Charge hand.	1.22
Welder Class "A".	1.22
Welder Class "B".	1.11
Welder Class "C".	1.00
Production Welders:	
First six months.	0.78
Second six months.	0.83
Third six months.	0.89
Fourth six months.	0.94

They then become eligible for Class "C", at \$1.00 per hour, if they qualify.

Machinist.	1.00
Machinist mechanic.	1.17
Toolmaker.	1.22
Painter.	1.09
Painter (Spray).	0.95
b) Blacksmith.	1.11
c) Machine operator.	0.94
d) Assembler and specialist.	1.00
e) Production worker.	0.78
f) Helper.	0.72

g) *Leading Hand*: Leading Hands shall receive 10c per hour more than the minimum determined in this decree for their classification.

Helpers who have attained a wage of \$0.78 an hour may be employed regularly as Production Workers, if the employer can arrange accordingly.

h) Les apprentis commencent aux taux de \$0.56 l'heure et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu.

i) Les garçons de 16 à 18 ans inclusivement commencent à \$0.51 l'heure et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu. Toutefois lorsqu'ils atteignent leur 19ème année, ils doivent être classifiés comme aides et rémunérés comme tels.

j) Divers:

	<i>Taux</i>
	<i>horaires</i>
Conducteurs de camions, magasinier, préposé à l'expédition et à la réception des marchandises.	\$ 0.78

k) Salariées:

inexpérimentée.	0.58
après le premier semestre.	0.67

l) Les salariés faisant partie des équipes de nuit doivent recevoir \$0.05 de plus l'heure que les taux ci-haut mentionnés."

(Document "A" annexé à l'arrêté)
A. MORISSET,
23573-o Greffier du Conseil Exécutif.

h) Apprentices to start at \$0.56 an hour with increase of \$0.05 an hour every six months of continuous service.

i) Boys from 16 to 18 to start at \$0.51 cents an hour with increase of \$0.05 an hour every six months of continuous service. However, on attaining their 19th year, they shall be classified as helpers and paid as much.

j) Miscellaneous:

	<i>Hourly</i>
	<i>rates</i>
Truck Driver, Storekeeper, shipping and receiving.	\$ 0.78

k) Female Worker:

Unskilled.	0.58
After six months.	0.67

l) Employees working on night shifts shall be paid five cents (\$0.05) an hour in excess of the above rates."

(Document "A" annexed to the Order)
A. MORISSET,
23573-o Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 266955. Dame M. A. Devoyault, ménagère, de Ste-Rose, district de Montréal, épouse commune en biens de A. Lamothe, du même lieu, demanderesse, vs A. Lamothe, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur le 15 novembre 1948.

Montréal, le 19 novembre 1948,
Les Procureurs de la demanderesse,
PHANEUF & TURGEON,
10 ouest, rue St-Jacques,
Montréal, P.Q.
23549-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 266955. Dame M. A. Devoyault, housewife, of Ste. Rose, district of Montreal, wife common as to property of A. Lamothe, of the same place, plaintiff, vs A. Lamothe, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the Plaintiff against the defendant on November 15th, 1948.

Montreal, November 19, 1948,
PHANEUF & TURGEON,
Attorneys for Plaintiff,
10 St. James St, West,
Montreal, P.Q.
23549-o

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 267138. Dame Joséphine L'Écuyer des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Maurice Lecavalier du même endroit, demanderesse, vs Maurice Lecavalier des cité et district de Montréal, défendeur.

La demanderesse a intenté une action en séparation de biens, contre le défendeur.
Montréal, le 20 novembre 1948.

Le Procureur de la demanderesse,
ARMAND MATHIEU.
23550-o

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 267138. Dame Joséphine L'Écuyer of the City and District of Montreal, wife common as to property of Maurice Lecavalier, of the same place, plaintiff, vs Maurice Lecavalier of the City and District of Montreal, defendant.

Plaintiff has instituted an action in separation as to property, against Defendant, her husband.
Montreal, November 20th, 1948.

ARMAND MATHIEU,
Attorney for Plaintiff.
23550-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Conquéranse Coopérative d'Habitation de Sherbrooke", en date du 9 novembre 1948, dont le siège social est situé à Sherbrooke, comté de Sherbrooke, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 novembre 1948.
Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.
23554-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Conquéranse Coopérative d'Habitation de Sherbrooke", under date the 9th day of November, 1948, whereof the head office is at Sherbrooke, county of Sherbrooke, and that the said document has been filed in the Archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th of November, 1948.
JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
23554

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de David & Frères Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le neuf novembre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23551-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le dix-huit novembre 1948, les règlements généraux du "Club de Ski Manville", comprenant les articles 1 à 34 inclusivement, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 8 novembre 1948, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles qu'ajoutées par la Loi 11, George VI, chapitre 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 19 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23552-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "Fédération Patronale des Barbiers et Coiffeurs de la Province de Québec Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le douze novembre 1948.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Québec, dans le district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23553-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Coopérative d'Habitation L'Amicale", en date du 4 novembre 1948, dont le siège social est situé aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23555-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Aqueduc Coopératif de St-Philippe de Néri", en date du 18 septembre 1948, dont le siège social est situé à St-Philippe de Néri, comté de Kamouraska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés de David & Frères Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on November ninth, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

23551 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on November the eighteenth, 1948, approved the general by-laws of "Club de Ski Manville", comprising sections 1 to 34 inclusively, as adopted at the meeting held on the 8th of November, 1948, and such, in conformity with the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as added by the Act 11, George VI, chapter 65, section 12.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of November, 1948.

23552 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a Federation of Professional Syndicates under the name of "Fédération Patronale des Barbiers et Coiffeurs de la Province de Québec, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November twelfth, 1948.

The principal place of business of the said Federation is at Québec, judicial district of Québec.

23553 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Coopérative d'Habitation L'Amicale", under the fourth day of November, 1948, whereof the head office is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of November, 1948.

23555 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Aqueduc Coopératif de St-Philippe de Néri", under date the 18th day of September, 1948, whereof the head office is at St-Philippe de Néri, county of Kamouraska, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 9 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23556-0 JEAN BRUCHÉSI.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 9th day of November, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23556 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Foyer Familial de Sherbrooke Est", en date du 1er novembre 1948, dont le siège social est situé à Sherbrooke, comté de Sherbrooke, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 16 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23557-0 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Foyer Familial de Sherbrooke Est", under date the first day of November, 1948, whereof the head office is at Sherbrooke, county of Sherbrooke, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this sixteenth day of November, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23557 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Ouvrière Coopérative d'Habitation de Sherbrooke", en date du 1er novembre 1948, dont le siège social est situé à Sherbrooke, comté de Sherbrooke, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 13 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23558-0 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Ouvrière Coopérative d'Habitation de Sherbrooke", under date the first day of November, 1948, whereof the head office is at Sherbrooke, county of Sherbrooke, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this thirteenth day of November, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23558 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif D'Aqueduc de Lac St-Paul", en date du 5 mai 1948, dont le siège social est situé à Lac Saint-Paul, comté de Labelle, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 4 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23559-0 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Lac St-Paul", under date the 5th day of May, 1948, whereof the head office is at Lac Saint-Paul, county of Labelle, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 4th day of November, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23559 Under Secretary of the Province.

INSTITUT DU BOIS DE QUÉBEC
QUEBEC WOOD INSTITUTE

Règlement N° 1—Article V

(Augmentation du nombre des directeurs
de trois à cinq)

"Les affaires de l'Institut seront administrées par un bureau de direction formé de cinq (5) directeurs."

Je, soussigné, certifie que le règlement ci-dessus mentionné a été passé à une réunion des directeurs tenue à Québec, le 18 novembre 1948 et qu'il a été unanimement adopté par les membres réunis à une assemblée générale spéciale tenue à Québec le 18 novembre 1948.

Québec, ce 24ème jour de novembre, 1948.

Le Secrétaire,
23577-0 (Signé) L.-O. L'ESPÉRANCE.

INSTITUT DU BOIS DE QUÉBEC
QUEBEC WOOD INSTITUTE

By-Law No. 1—Section V

(Increasing the number of directors
from three to five)

"The affairs of the Institute will be managed by a board of directors composed of five (5) members."

I, the undersigned, certify that the foregoing by-law was passed at a meeting of the directors held at Quebec on the 18th of November, 1948 and that it was unanimously adopted by the members assembled at a special general meeting held at Quebec on the 18th of November, 1948.

Québec, this 24th day of November, 1948.

(Signed) L. O. L'ESPÉRANCE,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Coopérative d'Ha-

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La

bitation St-Joseph de Sherbrooke", en date du 15 novembre 1948, dont le siège social est situé à Sherbrooke, comté de Sherbrooke, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de Province, le 23 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23578-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Clair Logis de Sherbrooke", en date du 17 novembre 1948, dont le siège social est situé à Sherbrooke, comté de Sherbrooke, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23579-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Foyer Coopératif des Employés de la Kayser", en date du 14 novembre 1948, dont le siège social est situé à Sherbrooke, comté de Sherbrooke, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétariat de la Province, le 23 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23580-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Lois des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Chauffeurs d'Autobus, Local N° 2", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 septembre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23581-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 19 novembre 1948, la fin de l'existence corporative de "L'Association des Lattéurs en Bois et en Métal de Montréal et des Banlieues", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11, George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Coopérative d'Habitation St-Joseph de Sherbrooke" under date the 15th day of November 1948 whereof the head office is at Sherbrooke, county of Sherbrooke and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd of November, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23578 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Clair Logis de Sherbrooke", under date the 17th day of November, 1948, whereof the head office is at Sherbrooke, county of Sherbrooke, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd. of November, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23579 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Foyer Coopératif des Employés de la Kayser", under date the 14th day of November, 1948, whereof the head office is at Sherbrooke, county of Sherbrooke, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd of November, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
23580 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "L'Association Canadienne des Chauffeurs d'Autobus, Local No. 2", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 23, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
23581 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of November 19, 1948, has enacted the termination of the corporate existence of "L'Association des Lattéurs en Bois et en Métal de Montréal et des Banlieues", and such in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 24, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 19 novembre 1948, la fin de l'existence corporative de "L'Association des Techniciens en Prothèse", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11, George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 24 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 20 novembre 1948, la fin de l'existence corporative de "L'Union Nationale des chauffeurs de taxis de Montréal", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11, George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 20 novembre 1948, la fin de l'existence corporative de "L'Union Nationale des Travailleurs en fer Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 19 novembre 1948, la fin de l'existence corporative du "Syndicat Catholique National des Manœuvres et Terrassiers de Montréal", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 19 novembre 1948, la fin de

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on November 19th, 1948, enacted the termination of the corporate existence of "L'Association des Techniciens en Prothèse", and such, in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 24th, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable The Provincial Secretary, on November 20th, 1948, enacted the termination of the corporate existence of "L'Union Nationale des Chauffeurs de taxis de Montréal", and such, in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 24th, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on November 20th, 1948, enacted the termination of the corporate existence of "L'Union Nationale des Travailleurs en fer Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 24th, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of November 19, 1948, has enacted the termination of the corporate existence of the "Syndicat Catholique National des Manœuvres et Terrassiers de Montréal", and such in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 24, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given to the Honourable the Provincial Secretary, under date of November 19,

l'existence corporative du "Syndicat des Chauffeurs d'autos", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 19 novembre 1948, la fin de l'existence corporative du "Syndicat des Employés de la Biscuiterie et de la Confiserie de Montréal", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 novembre 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 19 novembre 1948, la fin de l'existence corporative du "Syndicat des Employés de l'Industrie du Bois de Construction", conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 novembre 1948.

23582 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE D'AMQUI
COMTÉ DE MATAPÉDIA

Avis public est par les présentes donné que conformément aux dispositions du règlement N° 25 de la Corporation ci-dessus mentionnée un tirage au sort a été effectué au Bureau de la Commission Municipale de Québec, à Québec, le 10 novembre 1948, et que les obligations ci-après désignées et émises par la dite Corporation sous l'autorité du règlement précité ont été tirées et se ont remboursables le ou à compter du 1er janvier 1949; Les numéros de ces obligations sont les suivants:

Dénomination de \$100.00—No C-46, 66, 74, 103.

Dénomination de \$500.00—Nos D-40, 106.

Dénomination de \$1000.00—N° M-5.

Les porteurs des obligations ci-dessus désignées devront, le ou après le 1er janvier 1949, présenter et remettre les dites obligations pour paiement ou les transmettre, par courrier recommandé ou par l'entremise d'une banque (à la banque de Montréal à Amqui), avec tous les coupons d'intérêts non échus.

A compter du 1er janvier 1949, les dites obligations cesseront de porter intérêt.

Donné à Amqui, ce 20 novembre 1948.

23587-0 Le Secrétaire-trésorier,
ANDRE-A. LEVESQUE.

1948, has enacted the termination of the corporate existence of the "Syndicat des Chauffeurs d'autos", and such in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 24, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on the 19th of November, 1948, enacted the termination of the corporate existence of the "Syndicat des Employés de la Biscuiterie et de la Confiserie de Montréal", and such in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 24th, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Provincial Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of November 19, 1948 has enacted the termination of the corporate existence of the "Syndicat des Employés de l'Industrie du Bois de Construction", and such in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Dated at the office of the Provincial Secretary, November 24, 1948.

23582-0 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

DRAWING OF BONDS

MUNICIPAL CORPORATION OF THE VILLAGE OF
AMQUI (COUNTY OF MATAPEDIA)

Public notice is hereby given, that in conformity with the provisions of By-law No. 25 of the Corporation hereinabove mentioned, a drawing by lots, of bonds, was made at the office of the Quebec Municipal Commission, at Quebec, on November 10, 1948, and that the bonds hereinafter designated and issued by the said Corporation be redeemable on or after the 1st of January, 1949; The numbers of such Bonds are as follows:

Denomination of \$100—Nos. C-46, 66, 74 and 103.

Denomination of \$500—Nos. D-40, 106.

Denomination of \$1000—No. M-5.

The holders of the Bonds hereinabove designated must on or after the 1st of January, 1949, present and remit the said bonds for payment or transmit them by registered mail or by means of a bank (to the Bank of Montreal, at Amqui) with all the unmatured interest coupons.

From and after the 1st of January, 1949, the said bonds shall cease to bear interest.

Given at Amqui, November 20, 1948.

23587 ANDRE A. LEVESQUE,
Secretary-Treasurer.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 29 décembre 1948 et présentés avant le 9 février 1949, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 29 janvier 1949 et reçues avant le 3 février 1949, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 23 février 1949.

Québec, le 27 octobre 1948.

Le Greffier,
23403-45-11-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 29th December, 1948, and introduced before the 9th February, 1949; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 29th January, 1949, and received before the 3rd February, 1949, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 23rd February, 1949.

Quebec, October 27th, 1948.

ANTOINE LEMIEUX,
23403-45-11-o Clerk.

Chartes — Abandon de

AVIS

CANADA MOTOR CAR CIE LTÉE
CANADA MOTOR CAR CO. LTD.

Avis est donné, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, que "Canada Motor Car Cie Ltée — Canada Motor Car Co. Ltd." s'adressera à l'Honorable Procureur général pour qu'il accepte l'abandon de sa charte, à compter d'une date qu'il fixera.

CANADA MOTOR CAR CIE LTÉE
CANADA MOTOR CAR CO. LTD.
Les Procureurs de la compagnie,
23561-o MONETTE, FILION, MEIGHEN & GOURD.

AVIS

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée générale spéciale de tous les actionnaires privilégiés et ordinaires de "La Cie de Pierre Concassée Drummond Ltée", tenue au siège social de la Compagnie à Sherbrooke, le 29 octobre 1948 à trois heures de l'après-midi, il a été résolu à l'unanimité de demander au Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec d'abandonner la Charte de la Compagnie, suivant la loi.

Le Secrétaire,
23583-o ANTONIO TETREAULT.

Charters — Surrender of

NOTICE

CANADA MOTOR CAR CO. LTD.
CANADA MOTOR CAR CIE LTÉE

Notice is hereby given, according to the provisions of the Quebec Companies Act, that "Canada Motor Car Co. Ltd. — Canada Motor Car Cie Ltée" will make application to the Attorney General for acceptance of the surrender of its charter, at a date to be fixed.

CANADA MOTOR CAR CO. LTD.
CANADA MOTOR CAR CIE LTÉE
MONETTE, FILION, MEIGHEN & GOURD,
23561-o Attorneys for the company.

NOTICE

Notice is hereby given that, at a special general meeting of all the preferred and common shareholders of "La cie de Pierre Concassée Drummond Ltée", held at the head office of the company, at Sherbrooke, on October 29, 1948, at three o'clock in the afternoon, it was unanimously resolved to apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender the company's charter, according to Law.

ANTONIO TETREAULT,
23583 Secretary.

Demandes à la Législature

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Marcel Morin, étudiant, de la cité et du district de St-Hyacinthe, s'adressera à la Législature de la province de Québec lors de sa prochaine session pour l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre à l'étude de la profession de notaire et à régulariser sa cléricature, le tout avec effet rétroactif au 8 juillet 1947.

Montréal, 10 novembre 1948.
Les Procureurs du requérant,
BEAULIEU, GOVIN, BOURDON,
23511-47-4-o BEAULIEU & CASGRAIN.

Applications to Legislature

NOTICE

Public notice is hereby given that Marcel Morin, student, of the city and district of St. Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act authorizing the Board of Notaries of the Province of Quebec to admit him to the study of the notarial profession and to regularize his indentureship, the whole as of 8th July, 1947.

Montreal, 10th November 1948.
BEAULIEU, GOVIN, BOURDON,
BEAULIEU & CASGRAIN,
23511-47-4-o Attorneys for the Petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que les héritiers de feu Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène, en son vivant manufacturier et marchand de fourrures de la Cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi pour faire modifier le dernier testament du dit Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène aux fins de permettre aux pétitionnaires de vendre un immeuble portant le numéro civique 80 de la rue Saint Joseph en la Cité de Québec, étant les lots cadastraux 959, 985 et 960-A-1 du quartier St-Roch dans la Cité de Québec, lequel immeuble avait été stipulé incessible et insaisissable et légué à titre d'aliments dans le dit testament, et pour autres fins.

Québec, ce 2ème jour de novembre 1948.

Le Procureur des Pétitionnaires,
23406-45-4-o JACQUES DE BILLY.

NOTICE

Notice is hereby given that the heirs of the late Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène, in his lifetime manufacturer and fur merchant of the City of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to modify the last Will of the said Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène, in order that the petitioners be allowed to sell an immoveable bearing civic number 80 of St. Joseph Street in the City of Quebec, being cadastral lots 959, 985 and 960A-1 of St-Roch Ward in the City of Quebec, which immoveable has been stipulated unassignable and unseizable and for alimentary purposes.

Quebec, 2nd November 1948.

JACQUES DE BILLY,
23406-45-4-o Attorney for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que l'Association des Arts de Montréal demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant de nouveau sa loi d'incorporation, savoir, aux effets suivants: changer son nom à "The Montreal Museum of Fine Arts"; supprimer son droit actuel d'obtenir des capitaux par l'émission d'actions transférables; et pour d'autres fins.

Montréal, 23 novembre 1948.

Les Avocats de l'Association des Arts
de Montréal,
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
23570-48-4-o HOWARD, FORSYTH & KER.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "Art Association of Montreal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for an act further to amend the Act of its incorporation, namely, in the following respects: to change its name to "The Montreal Museum of Fine Arts"; to cancel its existing right to raise capital by the issue of transferable shares; and for other purposes.

Montreal, 23rd November, 1948.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
HOWARD, FORSYTH & KER,
23570-48-4-o Attorneys for Art Association
of Montreal.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution en date du 2 août 1948 du conseil municipal de St-Herménégilde, comté de Stanstead, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 20 novembre 1948, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).
Québec, le 20 novembre 1948.

Le Ministre des Affaires municipales,
23562-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution dated the 2nd of August, 1948, of the Council of the Village of St-Herménégilde, county of Stanstead, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 20th of November, 1948, that publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in the future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).
Quebec, November 20, 1948.

BONA DUSSAULT,
23562 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Rivière-du-Loup, sous le nom de "cercle agricole de la paroisse de St-Éloi", conformément à la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 22 novembre 1948.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
23571-o JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a farmers' club in the county of Rivière du Loup, under the name of "cercle agricole de la paroisse de St-Éloi", pursuant to the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chapter 118).

Québec, November 22, 1948.

JULES SIMARD,
23571 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

No. 815-48.

Québec, le 17 novembre, 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 11 novembre 1948, de détacher de la municipalité scolaire de Laffèche, dans le comté de Champlain, le lot N° 692 du rang nord-est de la rivière Batiscan, du cadastre officiel de Laffèche et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Adelphe, dans le même comté. Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1949.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23563-o J.-P. LABARRE.

N° 611-48.

Québec, le 16 novembre 1948.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de "La Municipalité scolaire catholique de Huntingdon", dans le comté du même nom, qui comprendra le territoire suivant, savoir:

A.— Le territoire actuel de la ville de Huntingdon.

B.— Les lots suivants, tous inclusivement du canton de Godmanchester, qui seront détachés de la municipalité de Godmanchester, savoir: 1 à 401, 403 à 454 et 486 à 497.

C.— Tous les lots des rangs IV et V du canton de Hinchinbrooke, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Hinchinbrooke.

D.— Le territoire de la municipalité scolaire d'Elgin, qui comprend tout le canton de ce nom.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23529-47-2-o J.-P. LABARRE.

N° 622-47.

Québec, le 23 novembre, 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 18 novembre, 1948, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Tharsicieux-Ouest, dans le comté de Matapédia, les lots 21 à 34 inclusivement du rang IV, du canton de Lepage et les lots 21 à 34 aussi inclusivement du rang I du canton Blais, et de les annexer à celle de Saint-Alexandre, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
23584-o J.-P. LABARRE.

N° 646-48.

Québec, le 23 novembre, 1948.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Aldfield-Sud, dans le comté de Pontiac, les lots suivants, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire et qui sont compris dans le canton de Onslow, savoir:

Les lots 16 à 18 inclusivement du rang X, 17 du rang XI, 17 à 20 inclusivement du rang XII, et le lot 17 du rang XIII.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
23588-48-2-o J.-P. LABARRE.

N° 595-48.

Québec, le 23 novembre, 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Almaville, village, dans le comté

No. 815-48.

Quebec, November 17, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated November 11, 1948, to detach from the school municipality of Laffèche, in the county of Champlain, lot No. 692 of the range northeast of the Batiscan River, of the official cadastre for Laffèche, and to annex it to the school municipality of Saint-Adelphe, in the same county. This order in council to take effect on the 1st of July, 1949.

J. P. LABARRE,
23563 Superintendent of Education.

No. 611-48.

Quebec, November 16, 1948.

Application is made to erect into a separate school municipality, for Catholic taxpayers only, under the name of "The Catholic School Municipality of Huntingdon", in the county of the same name, which will consist of the following territory, to wit:

A.— The actual territory of the town of Huntingdon.

B.— The following lots, all inclusively, of the Township Godmanchester, to be detached from the school municipality of Godmanchester, to wit: 1 to 401, 403 to 454 and 486 to 497.

C.— All the lots of ranges IV and V of the township of Hinchinbrooke, to be detached from the school municipality of Hinchinbrooke.

D.— The territory of the school municipality of Elgin, which comprises all the township of the same name.

J. P. LABARRE,
23529-47-2 Superintendent of Education.

No. 622-27

Quebec, November 23, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated November 18, 1948, to detach from the school municipality of Saint-Tharsicieux-Ouest, in the county of Matapédia, lots 21 to 34 inclusively of range IV, of the township Lepage and lots 21 to 34 also inclusively of range I of the township Blais, and to annex them to that of Saint-Alexandre, in the same county.

J. P. LABARRE,
23584 Superintendent of Education.

No. 646-48.

Quebec, November 23, 1948.

Application is made to annex to the school municipality of South-Aldfield, in the county of Pontiac, the following lots, which have not as yet been organized as regards schools and which are situate in the township of Onslow, to wit:

Lots 16 to 18 inclusively of range X, 17 of range XI, 17 to 20 inclusively of range XII, and lot 17 of range XIII.

J. P. LABARRE,
23588-48-2 Superintendent of Education.

No. 595-48.

Quebec, November 23, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Almaville village, in the county

de St-Maurice, les parties des lots 159 et 160 du cadastre officiel de N.-D. du Mont Carmel, appartenant à Monsieur Germain Carbonneau et de les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Jeanne d'Arc d'Almaville, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
23589-48-2-o J.-P. LABARRE,

of St-Maurice, the parts of lots 159 and 160 of the official cadastre for N.-D. du Mont-Carmel, belonging to Mr. Germain Carbonneau, and to annex the same to the school municipality of Ste-Jeanne d'Arc d'Almaville, same county.

J. P. LABARRÉ,
23589-48-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la ville de Chicoutimi. Division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que le lot 1259 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 octobre 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,

AVILA BÉDARD,
Sous-ministre.

AVIS

Cadastre officiel du canton de Laval Division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots 2, 3, 4, du rang VIII, 1, 2, 3, 9, 10, 11, 12 et 13 du rang IX, 10, 11, 12, 13-A et 13-B du rang X, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 44-A, 44-B, 45-A, et 45-B du rang XII sont annulés, les lots 13, 14, 43-A et 43-B du rang XIII, A, B, C et D de la Réserve sont modifiés, et le bloc G est ajouté conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 octobre 1948.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,

Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

23564-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 968 du 3 juin 1938, et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle.

Les mots suivants seront ajoutés au dernier alinéa de l'article IX:

"Le nombre d'heures travaillées et le taux de salaire y doivent aussi être mentionnés."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 novembre 1948,

23576-o

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the town of Chicoutimi. Registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lot 1259 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 15th, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,

AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the township of Laval. Registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that lots 2, 3, 4 of Range VIII, 1, 2, 3, 9, 10, 11, 12 and 13 of Range IX, 10, 11, 12, 13-A and 13-B of Range X, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 44-A, 44-B, 45-A and 45-B of Range XII are cancelled, lots 13, 14, 43-A and 43-B of Range XII, A, B, C and D of the Reserve are modified and Block G is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 19th, 1948.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,

AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

23564-o

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac and Labelle.

The following words will be added to the last paragraph of section IX:

"The number of hours worked and the wage rate shall also be mentioned thereon."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 27, 1948

23576-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 1884 du 12 novembre 1947, et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal.

1° L'Association Patronale du Commerce de Québec Inc., et "Page Sangster Printing Co. Ltd", seront radiés de la liste des parties contractantes de première part, étant donné que le territoire dans lequel elles exercent leurs activités est maintenant assujéti au décret numéro 1133 du 1er septembre 1948.

2° Pour la même raison, le Syndicat Catholique des Industries de la boîte et des sacs en papier de Québec inc., sera radié de la liste des parties contractantes de deuxième part, et La Fraternité des Employés de Premier Paper Box Ltd sera également radiée comme partie de deuxième part, étant donné qu'elle a cessé d'exister.

3° L'Union des Travailleurs du Papier et du Carton Façonnés sera acceptée comme partie contractante et son nom sera ajouté aux parties de deuxième part.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 novembre 1948. 23585-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 2991 du 10 novembre 1937, et amendements, relatif à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec.

1. Le paragraphe "d" de l'article VII sera radié et remplacé par le suivant:

"d) 1. Excepté tel que ci-après prévu, les employeurs assujétiés aux dispositions du présent décret doivent verser à leurs salariés, qu'ils soient préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de 15 cents pour chaque heure de travail.

Le taux de salaire et demi pour travail supplémentaire ne s'applique pas au boni spécial de vie chère.

Tous les employeurs doivent tenir un registre séparé indiquant le paiement du boni spécial de vie chère prévu par les présentes.

Exceptions:

i. Tous les employeurs manufacturiers de pantalons non-assortis et de vêtements de sport

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 1884 of November 12, 1947, and amendments, relating to the paper box industry in the district of Montreal

1. "L'Association patronale du Commerce de Québec inc." and "Page Sangster Printing Co. Ltd." will be stricken off the list of contracting parties of the first part because the territory in which they operate is now governed by the decree number 1133 of September 1, 1948.

2. For the same reason, "Le Syndicat catholique des Employés des Industries de la Boîte et des Sacs en Papier de Québec inc." will be stricken off the list of contracting parties of the second part and "La Fraternité des Employés de Premier Paper Box Ltd" will also be stricken off as party of the second part because it has ceased to exist.

3. "L'Union des Travailleurs du Papier et du Carton Façonnés" will be accepted as contracting party and its name will be added to the parties of the second part.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 27, 1948. 23585-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 2991 of November 10, 1937, and amendments, relating to the men's and boys' clothing industry in the province of Quebec.

1. Subsection (d) of section VII will be deleted and the following substituted therefor:

"d) 1. Except as hereinafter provided, all employers who are subject to the provisions of the present decree shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments subject to the jurisdiction of this decree, in addition to the employees' regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 15 cents for each hour worked.

The premium for overtime hours of work at the rate of time and one half shall not apply to the special cost of living bonus. All employers shall keep a separate record of the payment of the special cost of living bonus herein provided.

Exceptions:

i. All employers who are men's and boys' odd pants and sportswear manufacturers and

pour hommes et garçons qui fabriquent des vêtements exempts de la juridiction du présent décret, en vertu de ses dispositions, dans une proportion dépassant 25% de leur production totale doivent verser à tous leurs salariés préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de 12½ cents l'heure.

Le Comité paritaire peut, en tout temps, exiger de tels employeurs tout renseignement ayant trait à leur production et, advenant le cas où un employeur fabriquerait, dans un trimestre, dans une proportion inférieure à 25% de sa production totale pour ladite période, des vêtements exempts de la présente juridiction, ledit employeur doit, sur demande du Comité paritaire, verser à ses salariés un boni additionnel de vie chère de 2½ cents l'heure.

ii. Tous les manufacturiers de vêtements de sport ou autres pour enfants de 3 à 6 ans n'excédant pas la grandeur 24, et de vêtements pour fillettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que ci-après décrits, doivent verser à tous leurs salariés, qu'ils soient préposés uniquement ou une partie de leur temps à la confection de vêtements compris dans la juridiction du présent décret, en plus du salaire régulier (même si ce salaire régulier est supérieur aux minima établis par le présent décret), soit sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce ou autre, un boni de vie chère de 10 cents pour chaque heure de travail. Tel boni est payable à compter du 15 novembre 1948.

iii. Tout employeur qui, en vertu d'une convention collective de travail avec le syndicat reconnu comme l'agent négociateur pour les salariés, a accepté de payer à ses salariés une deuxième semaine de vacances avant même qu'ils aient été à son service pour une période de deux années, mais non inférieure à treize semaines, peut s'abstenir de verser le boni de vie chère de 15 cents l'heure et continuer de payer le boni de 7½ cents l'heure aux commençants pour une période de treize semaines à compter de la date de leur embauchage, pourvu que tels commençants n'aient eu aucune expérience préalable dans l'industrie de la confection pour hommes et garçons. Ces commençants doivent toutefois recevoir, en plus des taux minima prévus par les présentes et du boni de 7½ cents l'heure, un boni additionnel de 7½ cents l'heure à l'expiration de leur treizième semaine au service de tel employeur.

2. Excepté tel que ci-après prévu, ces augmentations de salaires au moyen de bonis de vie chère deviennent en vigueur et sont payables aux salariés à compter du 1er jour de juillet 1948, et tous les bonis généraux donnés par anticipation, ou à la place du présent boni de vie chère par tout employeur à ses salariés depuis le 1er jour de juillet 1948, et avant la date effective du présent arrêté en conseil, équivalent au boni de vie chère prévu par le présent décret et donnés en plus des salaires réguliers et bonis alors payés seront considérés dans le paiement du boni supplémentaire de vie chère prévu par les présentes.

2. L'article XII sera amendé en y ajoutant ce qui suit:

"a) Les employeurs doivent accorder à leurs salariés les jours de fête suivants: le Jour de

who produce garments that are exempted from the jurisdiction of this decree by virtue of its provisions in an amount in excess of 25% of their total production, shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments subject to the jurisdiction of this decree, in addition to the employees' regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 12½ cents per hour.

The Joint Committee shall be entitled at any time to request and obtain from such employers full information as to the said employers' production and in the event that any such employer should in any three-month period produce less than 25% of his total production in the said period of garments exempted from the present jurisdiction, the said employer shall upon demand from the Joint Committee pay to his workers an additional 2½ cents per hour as a cost of living bonus.

ii. All manufacturers of children's sportswear and children's clothing comprising ages from 3 to 6 years, not exceeding size 24, and girls' clothing up to the age of 14 years inclusive, as hereinafter defined, shall pay to all their employees, whether engaged entirely or in part in the production of garments coming under the jurisdiction of this decree, in addition to the employees' regular earnings (notwithstanding that such earnings be in excess of the herein prescribed minimum wages), whether on an hourly, weekly, piece work or other basis, a cost of living bonus of 10 cents for each hour worked, the said bonus to become payable on and after November 15th, 1948.

iii. Any employer who, by virtue of a collective labour agreement with the union which is the legal bargaining agent for his employees, has agreed to pay to his employees a second week's vacation before such employees have worked for a period of two years with such employer, but after the employee has been employed for a period of thirteen weeks, may for the payment of the cost of living bonus of 15 cents per hour by continuing to pay a cost of living bonus of 7½ cents per hour to beginners for a period of thirteen weeks from the date of employment, provided such beginners have had no previous experience in the men's and boys' clothing industry. Such beginners, however, shall receive in addition to the minimum wages herein provided and to the bonus of 7½ cents per hour a further bonus of 7½ cents per hour after they have completed 13 weeks of employment with such employer.

2. Subject to the exceptions hereinbefore provided, the aforementioned increases in wages by way of cost of living bonus shall come into effect and shall be payable to the employees from the first day of July, 1948, and all general bonuses given in lieu of or in anticipation of the present cost of living bonus by any employer to his employees since the first day of July, 1948, and prior to the effective date of this Order in Council in an amount equal to the cost of living bonus provided for in the present decree in addition to the regular earnings and bonus then paid shall be considered as payment of, or on account of, the extra bonus by way of cost of living bonus herein provided.

2. Section XII will be amended by adding thereto the following:

"a) All employers shall grant to all their employees a holiday on the following statutory

Noël, le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le Jour de Victoria et la Fête du Travail, peu importe quand ces fêtes ont lieu, et leur payer pour ces fêtes un montant équivalant à la moyenne d'une journée de salaire dans la semaine complète de travail qui a précédé la fête. Un salarié n'a pas droit à ces fêtes statutaires s'il n'a pas terminé trois mois de services continus pour son employeur et s'il a été absent la veille ou le lendemain de la fête, à moins qu'il l'ait été pour cause.

Si l'une ou l'autre de ces fêtes tombe un samedi ou un dimanche, le jour de fête sera alors chômé soit le vendredi ou le premier jour ouvrable suivant le dimanche. S'il y avait une fête pendant une période de vacances, cette fête sera payée, sans délai, à la fin des vacances.

Exceptions: i. Lorsqu'un employeur a conclu une convention collective de travail avec un syndicat représentant ses salariés dans laquelle se trouvent des dispositions différentes pour le paiement des fêtes statutaires, peu importe quand ces fêtes ont lieu, prévoyant, à la place des jours de congé, le paiement d'une somme minimum équivalente à cinq jours de salaire au taux régulier, il n'est pas tenu de payer les jours de fête ci-haut prévus. Toutes ces conventions différentes seront sujettes à enquête et à examen par le Comité paritaire ou ses représentants dûment autorisés.

ii. Les employeurs ou entreprises membres de "The Quebec Association of Garment Manufacturers Inc." qui ont des relations contractuelles à la suite d'une convention régulière ou particulière négociée conjointement par eux et leur association avec des syndicats individuels membres de la Fédération nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement, inc. ne sont pas tenus de payer les fêtes légales ci-haut mentionnées ayant lieu avant le 1er juillet 1949, et ce, selon les termes de leur convention quant à ces fêtes, le tout sujet à enquête et à examen par le Comité paritaire ou ses représentants dûment autorisés.

iii. L'article XII-a ne s'applique pas aux employeurs manufacturiers de vêtements de sport ou autres pour enfants de 3 à 6 ans, n'excédant pas la grandeur 24, et de vêtements pour fillettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que ci-après décrits."

3. L'article concernant les vacances payées sera radié et remplacé par le suivant:

"XIII. a) *Première semaine de vacances:* Tous les employeurs régis par le présent décret doivent donner à tous leurs salariés, à leur service à la période des vacances, une semaine de vacances entre le 1er juin et la Fête du Travail et leur payer pour telles vacances 2% du total des salaires de tels salariés pour la période de douze mois précédant la dernière période de paye antérieure au 30 juin.

b) *Deuxième semaine de vacances:* Tous les salariés qui ont été employés continuellement dans l'établissement de leur employeur pour une période de deux années ou plus doivent avoir une deuxième semaine de vacances, à la suite de la première, et cette deuxième semaine sera rémunérée sur une base de 2% du total des salaires gagnés par chacun de ces salariés dans

holidays: Christmas Day, New Year's Day, Good Friday, Empire Day and Labour day, whenever such holidays occur, and shall pay to such employees for such holidays an amount equivalent to the average of one day's pay in the full working week immediately preceding the holiday. No employees shall be entitled to any of the foregoing statutory holidays until he has completed three months of continuous employment with such employer and unless he has been at work the day before and the day after the holiday, except if he has been absent from work for just cause.

In the event that any of the foregoing statutory holidays should fall on a Saturday or Sunday, then the said holiday shall be considered as having taken place either on the day prior to or upon the first working day following the Saturday or Sunday. Should any of the holidays occur during a vacation period, such holiday shall be paid for immediately after the vacation.

Exceptions: i. In the event that any employer has entered into a collective labour agreement with a union representing his employees whereby an alternative arrangement is given for the payment of statutory holidays, notwithstanding when such holidays occur, providing for payment in lieu of holidays of a sum equivalent to but not less than five days' pay at regular rates of pay, then such employer shall not be bound to pay the statutory holidays hereinbefore provided. All such alternative agreements shall be subject to the investigation and examination of the Joint Committee or its duly authorised representatives.

ii. Employers or firms, members of the Quebec Association of Garment Manufacturers Inc., having contractual relations, through a standard contract or an individual one negotiated jointly by them and their association, with individual unions, members of "La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement, Inc." shall not be bound to pay the aforementioned statutory holidays occurring prior to July 1st, 1949, and this, under terms provided for in their agreements, as to said holidays, subject to the investigation and examination of the Joint Committee or its duly authorized representatives.

iii. Section XII-a shall not apply to employers who manufacture children's sportswear and children's clothing, comprising ages from 3 to 6 years, not exceeding size 24, and girls' clothing up to the age of 14 years inclusive, as hereinafter defined."

3. The section concerning the vacation with pay will be deleted and replaced by the following:

"XIII-a. *First week's vacation:* All employers subject to the jurisdiction of the present decree shall give to all of their employees, employed by them at the time of vacation, one week's vacation to take place at any time between June 1st, and Labour Day, and shall pay to each of such employees for such vacation 2% of the total earnings of such employees during the twelve-month period preceding the last pay period prior to June 30th.

b) *Second week's vacation:* All employees who have been continuously employed in their employer's establishment for a period of two years or more shall be given a second week's vacation, to take place immediately following the first week's vacation and shall be paid for such additional week's vacation 2% of the respective total earnings of each of such employees during

la période de douze mois précédant la dernière période de paye antérieure au 30 juin.

Tels salariés n'ont droit à la deuxième semaine de vacances que s'ils ont travaillé pendant toute la semaine précédant, et la semaine suivant la période de vacances; la rémunération pour cette deuxième semaine de vacances est payable le premier jour de paye dans la semaine qui suit la période de vacances.

Les salariés ne seront pas privés de cette deuxième semaine de vacances s'ils se sont absentés du travail la semaine précédant, ou la semaine suivant la période de vacances pour cause de maladie ou autre raison majeure.

c) *Rémunération pour vacances au terme de l'emploi*: Tous les salariés ayant travaillé treize semaines ou plus avant la date des vacances qui sont renvoyés (exception faite des renvois pour cause) ou suspendus pour une période de plus de trois semaines, doivent recevoir au lieu de vacances, en plus de leur salaire régulier, 2% du total de leur salaire gagné pendant leur période d'emploi à compter de la date des dernières vacances jusqu'au terme de l'emploi.

d) *Date des vacances*: Les employeurs doivent donner les vacances à la date qui leur convient entre le 1er juin et la Fête du Travail, et ils doivent aviser leurs salariés au moins trente jours avant le commencement des vacances au moyen d'un avis écrit affiché dans un endroit en évidence dans leur établissement donnant la date du commencement des vacances.

Exception: Le paragraphe "b" de cet article XIII ne s'applique pas aux employeurs manufacturiers de vêtements de sport ou autres pour enfants de 3 à 6 ans, n'excédant pas la grandeur 24, et de vêtements pour fillettes jusqu'à 14 ans inclusivement, tels que ci-après décrits."

4. L'article XIX sera radié et remplacé par le suivant:

"XIX. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er juillet 1949. Il se renouvelle alors automatiquement d'année en année à moins qu'une ou plusieurs des parties contractantes ne donnent un avis écrit d'expiration aux autres parties contractantes dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante, ni de moins de trente jours avant le 1er juillet de chaque année. Un tel avis doit également être donné au Ministre du Travail et au Comité paritaire."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 novembre 1948. 23594-o

the twelve-month period preceding the last pay period prior to June 30th.

No employee shall be entitled to the second week's vacation unless such employee has worked the full working week prior to, and the full working week immediately after, the vacation period, payment of the second week's vacation to become due on the first pay in the first week after the vacation period.

No employee shall be disqualified for the second week's vacation if such employee is absent from work in the week before, or the week following, the vacation period due to illness or other causes not under his control.

c) *Vacation pay upon termination of employment*: All employees who have been employed for thirteen weeks or more prior to the time of vacation who are discharged (except when discharged for just cause) or laid off for a period of more than three weeks, shall be paid in lieu of vacation, in addition to their regular earnings, 2% of their total earnings during the period of their employment from date of last vacation up to the time of termination.

d) *Time of Vacation*: All employers shall grant the foregoing week's vacation at such time as the employer may deem proper, not earlier than June 1st, but not later than Labour Day and all employers shall notify their employees at least thirty days prior to the commencement of vacation by a written notice conspicuously posted upon the premises of the employer indicating the date when the vacation is to commence.

Exception: Subsection (b) of this section XIII shall not apply to employers who manufacture children's sportswear and children's clothing, comprising ages from 3 to 6 years, not exceeding size 24, and girls' clothing up to the age of 14 years inclusive, as hereinafter defined."

4. Section XIX will be deleted and the following substituted therefor:

"XIX. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until July 1st, 1949. It shall renew itself automatically from year to year thereafter unless one or more contracting parties give a written notice of termination to the other contracting parties within a delay not to exceed sixty days, nor to be of less than 30 days before July 1st of each year. Such a notice must also be given to the Minister of Labour and to the Joint Committee."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 27, 1948. 23594-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 765, du 13 mai, 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 1551 du 18 novembre 1948, section "B", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Parity Committee of the Automobile Industry, district of Québec, formed under decree number 765, of May 13th, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 1551, of November 18, 1948, part "B", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the following method and rate:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 28 novembre 1948 au 28 novembre 1949 et s'exerce comme ci-dessous mentionné:

- a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leurs listes de paie;
- b) Les salariés assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération;
- c) Les artisans assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire pas plus tard que le mercredi de la semaine suivant l'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Est annexé à la présente requête, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de l'Automobile, district de Québec, pour la période se terminant le 28 novembre 1949.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DISTRICT DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 28 novembre 1948 et le 28 novembre 1949.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$11,500.00
Salariés.....	11,500.00
Artisans.....	1,000.00
	\$24,000.00
<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire.....	\$ 3,380.00
Salaire du sténographe.....	1,248.00
Salaire des inspecteurs.....	6,032.00
Dépenses de voyages du secrétaire et des inspecteurs.....	1,560.00

1. Assessments

The period of levy extends from November 28th, 1948, to November 28th, 1949, and applies as follows:

- a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll;
- b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.
- c) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the lowest wage rate established for a journeyman employee.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employer with report forms indicating the hours of labour, the wages paid during the week and the amounts sent to the Parity Committee. The Professional employer shall see to it that such reports be filled in and forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the amounts owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee not later than the Wednesday of the week following the expiration of the period for which the said report is requirable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry, district of Quebec, for the period ending November 28th, 1949.

PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY, DISTRICT OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 28th, 1948, and November 28th, 1949.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (1/2 of 1%):	
Professional Employers.....	\$11,500.00
Employees.....	11,500.00
Artisans.....	1,000.00
	\$24,000.00
<i>Disbursements:</i>	
Salary of the secretary.....	\$ 3,380.00
Stenographer's salary.....	1,248.00
Inspectors' salary.....	6,032.00
Travelling expenses of secretary and inspectors.....	1,560.00

Frais de déplacement du président et des membres	1,200.00	Travelling expenses of chairman and members	1,200.00
Loyer de bureau, téléphone	1,500.00	Office rent and telephone	1,500.00
Frais légaux	1,200.00	Legal fees	1,200.00
Vérification des livres	300.00	Audition of the books	300.00
Papeterie, timbres, etc.	800.00	Stationery, postage, etc.	800.00
Dépenses du bureau des examinateurs	500.00	Expenses of the Board of Examiners	500.00
Jetons de présence	500.00	Attendance fees	500.00
Dépenses diverses	780.00	Miscellaneous	780.00
Subventions à la Commission d'apprentissage pour les métiers de l'automobile	5,000.00	Subvention to the Apprenticeship Commission of the Automobile Trades	5,000.00
	24,000.00		\$24,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, ce 27 novembre 1948 23575-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, November 27, 1948 23575-0

Voirie

Road

DÉCRET PROHIBANT LA POSE D'AFFICHES ET DE PANNEAUX-RÉCLAMES SUR CERTAINS CHEMINS.

ORDER PROHIBITING THE PUTTING UP OF POSTERS AND BILL-BOARD ON CERTAIN ROADS.

Le soussigné, en sa qualité de Ministre de la Voirie, et conformément aux dispositions de la Loi 23, George V, chapitre 38, paragraphe 7, décrète ce qui suit:

The undersigned, in his quality of Minister of Roads, and in conformity with the provisions of the Act 23, George V, chapter 38, section 7, enacts as follows:

Il est interdit d'installer ou de poser aucune affiche ou panneau-réclame de quelque nature et quelque dimension que ce soit qui puissent être vus des routes suivantes:

It is forbidden to install or to put up posters or bill-boards of any kind and any size whatsoever, which may be seen from the following highways:

La route N° 54, à partir des limites nord de la ville de Québec jusqu'au commencement de la route reliant Stoneham, comté de Québec, à Laterrière, comté de Chicoutimi;

Highway No. 54, from the northern limits of the city of Québec, to the beginning of the highway connecting Stoneham, county of Québec, with Laterrière, county of Chicoutimi;

La route reliant Stoneham à Laterrière;

The highway connecting Stoneham with Laterrière;

La route entre Laterrière et la ville de Chicoutimi, via le rang Saint-Thomas, dans le comté de Chicoutimi;

The highway between Laterrière and the town of Chicoutimi, via range Saint Thomas, in the county of Chicoutimi;

Le chemin de raccordement entre la ville de Bagotville, comté de Chicoutimi, et le chemin Laterrière-Chicoutimi;

The connecting road between the town of Bagotville, county of Chicoutimi, and the Laterrière-Chicoutimi highway;

Le chemin de raccordement entre la ville de Jonquière et le chemin Laterrière-Chicoutimi;

The connecting road between the town of Jonquière and the Laterrière-Chicoutimi highway;

Le chemin situé entre l'intersection de la route Stoneham-Laterrière, au nord du lac Jacques-Cartier, et le village d'Hébertville, comté du Lac Saint-Jean.

The road situate between the intersection of the Stoneham-Laterrière highway, north of Lake Jacques-Cartier, and the village of Hébertville, county of Lake Saint John.

Québec, le 12 novembre 1948.
Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

Québec, November 12, 1948.
ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

AVIS

NOTICE

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacées par de nouvelles sections redressées et améliorées, elles sont devenues inutiles pour la circulation:

The parts of roads hereinafter described will cease, for the future, to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by new, straightened and improved sections, they have become useless for traffic.

Route Neuville-Saint-Raymond:
Dans la municipalité de Saint-Basile, comté de Portneuf:

Neuville-Saint-Raymond Highway:
In the municipality of Saint-Basile, county of Portneuf:

Une section de 1490 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 181, 199, 200 et 201.

A section of 1490 feet, west of the new highway, on or facing lots Nos: 181, 199, 200 and 201.

Une section de 1575 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 177, 179, 203, 204 et 205.

A section of 1575 feet, east of the new highway, on or facing lots Nos: 177, 179, 203, 204 and 205.

Québec, le 17 novembre 1948.
Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT. 23565-0

Québec, November 17, 1948.
ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads. 23565

Ordre de Cour

Rule of Court

Canada, Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour Supérieure, N° 9804. Trois-Rivières, le 23 novembre 1948. En Chambre, présent: l'Honorable J. Emile Ferron, J.C.S., J. Albert Durand, marchand de fourrures, des Trois-Rivières, demandeur; vs Roger Rondeau, du même lieu, défendeur, & J. A. Chevalier & Fils Inc., corporation légalement constituée ayant son siège principal en la cité de Trois-Rivières, opposante.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 9804. Trois-Rivières, on the 23rd of November 1948. In Chamber, Present: the Honourable J. Emile Ferron, J.S.C., J. Albert Durand, fur merchant, of Trois-Rivières, plaintiff; vs Roger Rondeau, of the same place, defendant; & J. A. Chevalier & Fils Inc., corporation duly constituted and having its principal place of business at the city of Trois-Rivières, opposante.

ORDRE DE COUR POUR APPEL DES CREANCIERS

RULE OF COURT

Sur la requête du demandeur demandant que les créanciers du défendeur soient appelés pour que la distribution des deniers rapportés au greffe de cette Cour par l'huissier instrumentaire sur le bref de venditioni exponas émis le 9 août dernier avec l'opposition de l'opposante où il y eût allégation de l'insolvabilité du défendeur, soit effectuée, vu le dossier;

Upon the petition of plaintiff praying that the creditors of the defendant who have not yet filed their claims are now called to do so and permit the distribution of the moneys, returned at the Prothonotary's Office by the instrumental bailiff who executed the writ of venditioni exponas issued on August 9 last with opposition of the opposante in which the insolvency of the defendant is alleged, be made, seeing the procedure;

Il est ordonné que les créanciers du défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations soient maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Trois-Rivières, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la Gazette officielle de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

It is ordered that the creditors of defendant who have not yet filed their claims are now called to file their claims in this case, at the said Office of the Prothonotary of the Superior Court for said district, at Trois-Rivières, within the fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the Quebec Official Gazette, in conformity with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

Par l'ordre du juge,

By order of the Judge,

Le Protonotaire,
ADÉLARD PROVENCHER.

ADÉLARD PROVENCHER,
Prothonotary.

MARCHAND & LACOURSIERE,
Avocats du demandeur,
Trois-Rivières.

MARCHAND & LACOURSIERE,
Attorneys for Plaintiff,
Trois-Rivières.

23590-48-2-o

23590-48-2-o

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de
Québec
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au de là des mers, défenseur de la Foi.

Canada,
Province of
Quebec
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominion beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A nos aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec:

SALUT.

GREETING.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX-NEUF JANVIER prochain et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislative of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the NINETEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir EUGENE-MARIE JOSEPH FISET,

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JO-

Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

SEPH Fiset, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our said Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit et de Notre règne le douzième.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of the month of OCTOBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and in the twelfth year of Our Reign.

Par ordre,
Le Secrétaire de la Chancellerie à Québec,
ANTOINE LEMIEUX.

By command,
ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery, at Québec.
23404-45-11

23404-45-11-o

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these present shall come or whom the same may concern,

SALUT:

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU qu'une requête a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata soit détaché et érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Notre-Dame-du-Lac", comté de Témiscouata.

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS a petition has been presented to us requesting that a certain territory of the municipality of the parish of Notre-Dame-du-Lac, county of Témiscouata, be detached and erected into a separate municipality, under the name of "municipality of the village of Notre-Dame-du-Lac", county of Témiscouata.

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, après cette érection, une population de plus de trois cents âmes.

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to this effect have been fulfilled, and that the said territory conforms to the conditions required by law to form a municipality, and that there will remain to the municipality of the parish of Notre-Dame-du-Lac, after this erection, a population of more than three hundred souls.

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

WHEREAS it is expedient to grant the said request.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 11 novembre 1948, et conformément aux dispositions du Code Municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated November 11, 1948, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

Un territoire situé dans la seigneurie de Madawaska, faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, comprenant tous les lots ou parties de lots du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la rive du lac Témiscouata avec la ligne nord du lot 63 du susdit cadastre; de là, en référence au même cadastre officiel, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la dite ligne nord du lot 63 prolongée à travers le chemin Témiscouata actuel, le côté sud-ouest du dit chemin, la ligne nord du lot 62, le côté nord-est de l'ancien chemin Témiscouata, la ligne sud-est du lot 94, le côté sud-ouest du chemin Témiscouata actuel, la ligne sud-est du lot 95 et enfin la dite rive du lac Témiscouata jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-

A territory situate in the Madawaska Seignior, forming actually part of the municipality of the parish of Notre-Dame-du-Lac, containing all the lots or parts of lots of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-du-Lac enclosed within the following boundaries, to wit: Starting from the point of intersection of the shore of Lake Témiscouata with the north line of lot 63 of the aforesaid cadastre; thence, with reference to the said official cadastre, passing by the following lines and demarcations, successively: the said north line of lot 63 extended across the present Témiscouata road, the southwest side of said road, the north line of lot 62, the northeast side of the old Témiscouata road, the southeast line of lot 94, the southwest side of the present Témiscouata road, the southeast line of lot 95 and finally the said shore of Lake Témiscouata up to the starting point, the said territory, together with the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, watercourses or parts of same, comprised within the above described boundaries, to be detached from the municipality of the parish of Notre-Dame-du-Lac to be

Lac pour être érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de Notre-Dame-du-Lac", comté de Témiscouata, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la date de la publication de la proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos léaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
23593-o JEAN BRUCHÉSI.

erected into a separate municipality, under the name of "municipality of the village of Notre-Dame-du-Lac", county of Témiscouata, such erection to take effect as from the 1st of January following the date of publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixteenth day of November, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
23593 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Extrait des minutes d'une assemblée des Directeurs de "Quebec Stainless Steel Ltd.", tenue le 5 novembre 1948.

"Il est résolu à l'unanimité que le bureau-chef de la compagnie soit établi au N° 195, 12ème rue, en la cité de Québec."

[Sceau]
Certifié vraie copie.

23566-o Le Secrétaire,
WILBROD BHERER.

AUTOBUS ILE D'OLÉANS, LIMITÉE

Règlement N° 5

Il est par le présent règlement N° 5 de "Autobus Ile d'Orléans, Limitée" ordonné et statué comme suit, savoir:

"La compagnie aura son bureau principal et son domicile légal à St. Pierre, Ile d'Orléans, Comté de Montmorency, et non plus à 316 rue St. Joseph, Québec."

Certifiée vraie copie.

23586-o Le Président,
AD. GAGNON.
Le Secrétaire,
LOUIS LABBÉ.

Province de Québec, District de Québec

TREMBLAY CONSTRUCTION LTÉE

La compagnie "Tremblay Construction Ltée", a été constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes accordées le 21ème jour d'octobre l'an mil neuf cent quarante-huit.

La principale place d'affaires dans la province de Québec est à: 10, rue St-Michel, Sillery, Que.

En foi de quoi, cette déclaration en double est faite-et signée par moi, Gérard Tremblay, domi-

Head Offices

Excerpt from the minutes of a meeting of the Directors of "Quebec Stainless Steel Ltd.", held on November 5, 1948.

"It was unanimously resolved that the head office of the company be established at No. 195 12th street, in the city of Québec."

[Seal]
Certified true copy.

23566 WILBROD BHERER,
Secretary.

AUTOBUS ILE D'OLÉANS, LIMITÉE

By-Law No. 5.

It is, by the present By-law No. 5 of "Autobus Ile d'Orléans Limitée", ordered and enacted as follows, to wit:

"The company will have its head office and legal domicile at St-Pierre, Island of Orleans, county of Montmorency, and no longer at No. 316 St. Joseph street, Québec."

Certified true copy.

23586 AD. GAGNON,
President.
LOUIS LABBÉ,
Secretary.

Province of Québec, District of Québec

TREMBLAY CONSTRUCTION LTÉE

The company "Tremblay Construction Ltée" was incorporated in the province of Québec, by letters patent issued the 21st day of October, of the year nineteen hundred and forty-eight.

Its principal place of business in the province of Québec is at 10 St-Michel Street, Sillery, Que.

In testimony whereof this declaration is made in duplicate and signed by me, Gérard Trem-

cilié à 10, rue St-Michel, Sillery, président-gérant de la dite compagnie.

Fait à Sillery, ce 4ème jour de novembre 1948.

23567-0

G. TREMBLAY.

blay, domiciled at 10 St-Michel Street, Sillery, president-manager of the said company.

Given at Sillery, this 4th day of November, 1948.

23567

G. TREMBLAY.

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE COATICOOK
(COMTÉ DE STANSTEAD)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'au 9 décembre 1948, à 4 heures de l'après-midi, pour l'achat d'une première tranche d'obligations au montant de \$58,500 en séries vingt ans, datée du 1er septembre 1948, autorisée par le règlement N° 369 qui est au montant de \$177,000.

Lesdites obligations porteront intérêt au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée aux taux soumis n'excédant pas 3½% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. L'intérêt sera payable les 1er mars et 1er septembre de chaque année, suivant le tableau ci-dessous:

Date	SÉRIE A	Capital
1er septembre 1949	\$ 3,000.00
1er septembre 1950	2,000.00
1er septembre 1951	1,000.00
1er septembre 1952	1,500.00
1er septembre 1953	1,500.00
1er septembre 1954	2,000.00
1er septembre 1955	2,000.00
1er septembre 1956	2,000.00
1er septembre 1957	2,000.00
1er septembre 1958	2,000.00
1er septembre 1959	2,000.00
1er septembre 1960	3,000.00
1er septembre 1961	3,000.00
1er septembre 1962	3,500.00
1er septembre 1963	4,000.00
1er septembre 1964	4,500.00
1er septembre 1965	4,500.00
1er septembre 1966	5,000.00
1er septembre 1967	5,000.00
1er septembre 1968	5,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Coaticook. Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, aux dates de l'échéance de l'intérêt, sous l'autorité du chap. 212 des S.R.Q. 1941. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les dates les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou non l'intérêt couru.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 9 décembre 1948 à l'hôtel de Ville à 7.30 de l'après-midi ou aussitôt que le conseil pourra le faire.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Coaticook, le 13 novembre 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

23534-47-2-0

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF COATICOOK
(COUNTY OF STANSTEAD)

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tender for bonds" will be received by the undersigned until December 9th, 1948, at 4 o'clock p.m. for the purchase of a first block of bonds totalling \$58,500, serial twenty years, dated September 1st, 1948, authorized by By-law No. 369 which is for a total amount of \$177,000.

The said bonds will bear interest optionally at the submitted rates not exceeding 3½% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. The interest will be payable on the 1st of March and the 1st of September of each year as follows:

Date	SERIAL A	Capital
September 1st, 1949	\$ 3,000.00
September 1st, 1950	2,000.00
September 1st, 1951	1,000.00
September 1st, 1952	1,500.00
September 1st, 1953	1,500.00
September 1st, 1954	2,000.00
September 1st, 1955	2,000.00
September 1st, 1956	2,000.00
September 1st, 1957	2,000.00
September 1st, 1958	2,000.00
September 1st, 1959	2,000.00
September 1st, 1960	3,000.00
September 1st, 1961	3,000.00
September 1st, 1962	3,500.00
September 1st, 1963	4,000.00
September 1st, 1964	4,500.00
September 1st, 1965	4,500.00
September 1st, 1966	5,000.00
September 1st, 1967	5,000.00
September 1st, 1968	5,000.00

Capital and interest are payable at the Bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, in Quebec or in Coaticook.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under authority of Chap. 212, of the R.S.Q. 1941. However, if said redemption be partial, he shall be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on December 9th, 1948, at 7.30 p.m. at the Town Hall or as soon thereafter as the Council can do so.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Coaticook, November 13, 1948.

ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

23534-47-2-0

Vente — Loi de faillite

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province de Québec, district de Québec. Sous la Loi de Faillite. Dans l'affaire de Arthur Audet, entrepreneur général, 96 rue de la Reine, Qué., débiteur.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le 29 DÉCEMBRE 1948, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, aux bureaux des syndics soussignés, 111, côte de la Montagne, Québec, les immeubles de cette faillite ci-après décrits:

Item A. Le lot sept cent treize (713) cadastre de St-Roch de Québec, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, (numéros civiques: 92, rue de la Reine, 96, rue de la Reine, 4 et 6 rue Laberge, et 7 et 7½ rue Sagard.)

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

La vente de cet item est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du Code de Procédure civile et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Conditions de paiement: argent comptant. Québec, Qué., le 25 novembre 1948.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE, Syndics.
Bureaux: 111, côte de la Montagne, Québec. 23591-48-2-o

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. Under the Bankruptcy Act. In the matter of Arthur Audet, general contractor, 96 de la Reine street, Quebec, Que., debtor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the TWENTY-NINTH day of DECEMBER, 1948, at ELEVEN o'clock of the forenoon, there will be sold, by public auction, at the offices of the undersigned trustees, 111 Mountain Hill, Quebec, the immoveables of this bankruptcy hereinafter described:

Item A. Lot seven hundred and thirteen (713) on the cadastre for St-Roch de Québec — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. (Civic Nos: 92, de la Reine street, 96 de la Reine street, 4 and 6 Laberge street, and 7 and 7½ Sagard street).

This item will be offered for sale to the highest and last bidder.

The sale of the said item is made pursuant to Articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the Code of Civil Procedure and also Article forty-five of the Bankruptcy Act, the said sale to have the effect of a Sheriff's sale.

Titles and certificates may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

Conditions of payment: cash. Québec, Que., November 25, 1948.
LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE, Trustees.
Offices: 111, Mountain Hill, Québec, Que. 23591-48-2

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE
(Comté de Champlain)

CITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE
COUNTY OF CHAMPLAIN

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous décrites, situées dans la cité du Cap-de-la-Madeleine, seront vendues à l'enchère publique, au bureau de l'Hôtel de Ville, 375 rue Notre-Dame, cité du Cap-de-la-Madeleine, JEUDI, le 23ème jour de DÉCEMBRE 1948, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, pour les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Public notice is hereby given, that the properties described hereunder, situated in the City of Cap-de-la-Madeleine, will be sold by Public Auction at the City Hall, 375 Notre-Dame Street, Cap-de-la-Madeleine, on THURSDAY the TWENTY-THIRD day of the month of DECEMBER 1948 at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus interest and costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Henri Bisson	171	104
"	"	105
"	"	106
"	"	107
"	"	108
"	"	109
"	"	110
"	"	111
"	"	112
"	"	113
"	"	114
"	"	117
"	"	120
L.-A. Jacques	171	
Hormidas Héon	406	133 et 134
Elisabeth Huses	P-388	

Description: Un lopin de terre situé du côté est de la dite route nationale (Route 19) rue Thibeau, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, au dessus et près de la côte à Rocheleau, de figure irrégulière, connu et désigné comme étant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-huit (P-388) du cadastre officiel de la paroisse (maintenant) cité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, borné en front, vers l'ouest par la dite rue Thibeau, sur une longueur de deux cent cinquante pieds (250'), vers le nord-est par le lot numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du dit cadastre, sur une longueur de deux cent soixante-dix-sept pieds et trois dixièmes, vers l'est sur une longueur de cinquante (50') pieds par le résidu du dit lot numéro trois cent quatre-vingt-huit, et vers le sud sur une longueur de cent quatre-vingt-douze (192') pieds par le résidu du dit lot numéro trois cent quatre-vingt-huit (388), tel que borné aux quatre coins par F. X. Thos. Berlinguet A.G., des Trois-Rivières, suivant son procès-verbal daté du 26 juillet 1930, et inscrit au verso de son plan annexé à l'original de la vente au défunt Nicholas Huses, par J. N. Emile Thibeau, par devant J. A. Lemire, le 1er septembre 1931, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Champlain sous le N° 94748. Le tout à mesure anglaise.

Description: "A parcel of land situated on the east side of Thibeau Street over and near "La côte à Rocheleau" in the City of Cap-de-la-Madeleine, of irregular figure known and designated as being part of lot No. (388) three hundred and eighty-eight, of the official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine, (now city) in the county of Champlain, bounded as follows: On the westerly side by Thibeau street on a distance of 250 feet english measure, towards the north east by lot number three hundred and eighty seven (387), on a distance of 277.3' feet E.M., towards the east on a distance of (50) fifty feet E.M. by the residue of three hundred and eighty eight (388) and towards the south on a distance of one hundred and ninety two (192) feet by another portion of lot No. three hundred and eighty-eight (388) as bounded by Mr. F. X. Thos Berlinguet Q.L.S. dated July the 26th 1930, and note of which is inserted on the back of the Deed of Sale to late Nicholas Huses by J.-N. Emile Thibeau, before J.-A. Lemire, N.P. on September 1st, 1931, and registered under No. 94748."

Dame Olivier Jacob	387	353
Madeleine Mongrain-Leclerc	P-387	P-2277

Description: Un emplacement situé sur les côtes du Cap-de-la-Madeleine, entre la route publique conduisant à Shawinigan Falls et la rue St-Laurent, contenant soixante pieds de largeur par quatre-vingt-six pieds de profondeur, mesure anglaise, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux mille deux cent soixante-dix-sept, de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-sept (P-387-2277) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, correspondant aux numéros quinze cent quarante-neuf et quinze cent cinquante de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-sept (387-1549-1550) du susdit cadastre, sur un plan de subdivision non enregistré.

Description: "A parcel of land situated on Cap-de-la-Madeleine heights between Thibeau Street and St-Laurent Street, containing sixty feet (60) wide by Eighty-six (86') feet in depth english measure known and designated as being part of lot subdivision two thousand two hundred and seventy-seven of Cadastral no. three hundred and eighty seven (P-387-2277) of the Official Cadastre for the parish (now city) of Cap-de-la-Madeleine, corresponding to subdivision Nos. 1549 and 1550 of the official subdivision of lot No. 387 of foresaid cadastre, on a subdivision plan non-registered."

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, et situés dans la cité du Cap-de-la-Madeleine.

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference of the Parish of Cap-de-la-Madeleine and situated in the City of Cap-de-la-Madeleine.

Donné au Cap-de-la-Madeleine, ce vingt-quatrième jour du mois de novembre mil neuf cent quarante-huit (1948).

Given at Cap-de-la-Madeleine this twenty-fourth day of the month of November, 1948.

Le Greffier,
23592-48-2-o F. BEAUMIER, C.C.S.

F. BEAUMIER, C.C.S.,
23592-48-2-o City-Clerk.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFF'S SALE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure

Fieri Facias de Terris
Superior Court

Province de Québec, District de Beauharnois, N° 8929 } LOUIS PATE-NAUDE, de Cooperative de Ste-Martine, District de Beauharnois, demandeur, vs, WILLIAM HENRY MEIGHEN, des cité et District de Montréal, défendeur.

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. 8929 } LOUIS PATE-NAUDE, of the Cooperative of Ste-Martine, District of Beauharnois, plaintiff, vs WILLIAM HENRY MEIGHEN, of the city and district of Montreal, defendant.

"Un lot de terre sis et situé à Woodlands Ville de Lery, connu et désigné comme étant partie

A lot of land lying and situate at Woodlands, Town of de Lery, known and designated as part

du lot N° 341 des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, mesurant 160 pieds de largeur par toute la profondeur qu'il y a depuis le chemin public à aller au Lac St-Louis; borné en front par le chemin public, en profondeur par le Lac St-Louis, d'un côté au Sud-Ouest par le lot N° 342 et de l'autre côté au Nord-Est par partie du dit lot N° 341, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, dans le comté de Châteauguay, district de Beauharnois, MARDI, le 28 DÉCEMBRE 1948, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield ce 22ième jour de novembre 1948.

23568-48-2-o Le Shérif,
P. H. REID.
[Première insertion le 27 novembre 1948]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cours de Magistrat, district de Gaspé

Percé } LES HÉRITIERS LÉGAUX DE
N° 2671 } L FEU CHARLES MAHER, en
son vivant marchand de L'Anse à Brillant, comté de Gaspé, demandeurs, vs STILLMAN BAIRD, journalier, de Douglastown, comté de Gaspé, défendeur.

Un certain morceau ou parcelle de terrain situé à Douglastown, comté de Gaspé, province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Douglas, comme étant des parties des lots numéros dix-sept "F" (17-F) et dix-huit "A" (18-A) dans le deuxième rang dudit canton de Douglas, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Douglastown, comté de Gaspé, le TREN-TIÈME jour de DÉCEMBRE 1948, à DEUX heures de l'après-midi.

L. Shérif,
M. J. FURLONG.
Bureau du shérif,
Percé, P.Q., 20 novembre 1948. 23569-48-2
[Première insertion, 27 novembre 1948]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat

Canada, }
Province de Québec, } THS LS BERGERON,
District de Roberval, } val, demandeur; vs PHY-
N° 2435. } DIME DUFOUR, fils,
actuellement de canton Racine, défendeur.

Comme appartenant au défendeur, Tous les droits que le défendeur a ou peut avoir sur le lot de terre numéro quatorze (14) rang six (6) canton Racine, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de canton Racine, comté de Roberval, province de Québec, le MARDI SEPTIEME (7) jour de DÉCEMBRE mil neuf cent quarante-huit (1948), à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, ANTOINE TREMBLAY.
Roberval, ce 3 novembre 1948. 23444-45-2-o
[Première insertion, 6 novembre 1948]

of lot No. 341 on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Joachim de Châteauguay, measuring 160 feet in width by all the depth that exists between the public road and Lake St. Louis; bounded in front by the public road, in depth by Lake St. Louis, on one side to the southwest by lot No. 342 and on the other side to the northeast by a part of said lot No. 341, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of the parish of St-Joachim de Châteauguay, in the county of Châteauguay, district of Beauharnois, on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH, day of DECEMBER, 1948, at TEN o'clock of the forenoon.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield, this 22nd day of November, 1948.

23568-48-2 P. H. REID,
Sheriff.
[First insertion, November 27, 1948]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, District of Gaspé

Percé, } THE LEGAL HEIRS OF THE
No. 2671 } T LATE CHARLES MAHER, in
his lifetime Merchant of L'Anse à Brillant, County of Gaspé, plaintiff vs STILLMAN BAIRD, labourer of Douglastown, County of Gaspé, defendant.

A certain piece or parcel of land situate at Doublastown, County of Gaspé, Province of Quebec, known and designated on the Official Plan and in the Book of Reference of the Township of Douglas as parts of lots number Seventeen "F" (17-F) and Eighteen "A" (18-A) in the second range of said township of Douglas, with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Douglastown, County of Gaspé, on the THIR-TIETH day of DECEMBER 1948, at TWO o'clock in the afternoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Percé, P.Q., November 20th 1948. 23569-48-2-o
[First insertion, November 27, 1948]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court

Canada, }
Province of Quebec, } THS LS BERGERON,
District of Roberval, } val, plaintiff; vs PHY-
No. 2435. } DIME DUFOUR, Jr.,
actually of the township Racine, defendant.

As belonging to the defendant: All the rights which the defendant has or may have on the lot of land number fourteen (14), range six (6) township Racine, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the township of Racine, county of Roberval, Province of Quebec, on TUESDAY the SEVENTH (7th) day of DECEMBER, one thousand nine hundred and forty-eight (1948), at TWO (2) o'clock of the afternoon.

Sheriff's Office, ANTOINE TREMBLAY,
Court House, Sheriff.
Roberval, November 3, 1948. 23444-45-2
[First insertion, November 6, 1948]

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Roberval, N° 10592. } H. D. BRASSARD, médecin de Roberval, demandeur; vs HUBERT TREMBLAY de Sainte-Jeanne d'Arc, défendeur.

Le lot de terre ou ferme connu et désigné sous le numéro dix (10) rang six (6) canton Dolbeau, dont voici description: Borné au nord-ouest par la ligne entre les rangs six (6) et sept (7), au nord-est par le lot numéro onze (11), au sud-est par un chemin public et au sud-ouest par une route, mesurant treize (13) chaînes de largeur sur quatre-vingt (80) chaînes et quatre-vingt (80) mailles de profondeur et contenant cent-cinq (105) acres à superficie, le tout avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Jeanne d'Arc, comté de Roberval, province de Québec, le MARDI SEPTIEME jour de DÉCEMBRE (7) mil neuf cent quarante-huit, à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Roberval, ce 3 novembre 1948. [Première insertion, 6 novembre 1948]

Le Shérif, ANTOINE TREMBLAY.

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

Canada, Province de Québec, District de Roberval, N° 10592. } H. D. BRASSARD, physician, of Roberval, plaintiff; vs HUBERT TREMBLAY, of Sainte-Jeanne d'Arc, defendant.

The lot of land or farm known and designated as number ten (10) of range six (6) township Dolbeau, described as follows: Bounded on the northwest by the line between ranges six (6) and seven (7), on the northeast by lot number eleven (11), on the southeast by a public road and on the southwest by a by-road, measuring thirteen (13) chains in width by eighty (80) chains and eighty (80) links in depth and containing a superficial area of one hundred and five (105) acres, the whole with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of Sainte-Jeanne d'Arc, county of Roberval, Province of Quebec, on TUESDAY the SEVENTH day of DECEMBER (7th), one thousand nine hundred and forty-eight at ELEVEN o'clock (11) in the forenoon.

Sheriff's Office, Court House, Roberval, November 3, 1948. [First insertion, November 6, 1948]

ANTOINE TREMBLAY, Sheriff.

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 48

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Devoyault vs Lamothe 2997
L'Ecuyer vs Lecavalier 2997

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1551, section "A" — Comité paritaire de l'horlogerie de Montréal 2995
1552, section "A" — Industrie de la fabrication des produits de métal en feuille dans l'île de Montréal 2996
1552, section "B" — Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal 2995
1553 — Industrie du camionnage dans la région de Québec 2991

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2969

AVIS DIVERS:

Amqui, village de (Tirage d'obligations) 3002
Association des Employés de David & Frères Inc. (Formation) 2998
Club de Ski Manville (Règlements) 2998
Fédération Patronale des Barbiers & Coiffeurs de la province de Québec Inc. (Formation) 2998
Institut du bois de Québec — Québec Wood Institute (Directeurs) 2999
La Conquérante Coopérative d'Habitation de Sherbrooke (Fondation) 2997
La Coopérative d'Habitation L'Amicale (Fondation) 2998
La Coopérative d'Habitation St-Joseph de Sherbrooke (Fondation) 2999
L'Aqueduc Coopératif de St-Philippe de Néri (Fondation) 2998

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 48

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Devoyault vs Lamothe 2997
L'Ecuyer vs Lecavalier 2997

ORDERS IN COUNCIL:

1551, part "A" — Parity Committee of Horology of Montreal 2995
1552, part "A" — Sheet metal products manufacturing industry in the Island of Montreal 2996
1552, part "B" — Construction industry and trades in the district of Montreal 2995
1553 — Cartage industry in the district of Quebec 2991

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2969

MISCELLANEOUS NOTICES:

Amqui, village of (Drawing of bonds) .. 3002
Association des Employés de David & Frères Inc. (Formation) 2998
Club de Ski Manville (By-laws) 2998
Fédération Patronale des Barbiers & Coiffeurs de la province de Québec Inc. (Formation) 2998
Institut du bois de Québec — Québec Wood Institute (Directors) 2999
La Conquérante Coopérative d'Habitation de Sherbrooke (Fondation) .. 2997
La Coopérative d'Habitation L'Amicale (Fondation) 2998
La Coopérative d'Habitation St-Joseph de Sherbrooke (Fondation) 2999
L'Aqueduc Coopératif de St-Philippe de Néri (Fondation) 2998

L'Association Canadienne des Chauffeurs d'Autobus, Local No 2 (Formation).....	3000	L'Association Canadienne des Chauffeurs d'Autobus, Local No 2 (Formation).....	3000
L'Association des Latteurs en Bois et en Métal de Montréal et des Banlieues (Existence corporative terminée).....	3000	L'Association des Latteurs en Bois et en Métal de Montréal et des Banlieues (Corporate existence terminated).....	3000
L'Association des Techniciens en Prothèse (Existence corporative terminée).....	3001	L'Association des Techniciens en Prothèse (Corporate existence terminated).....	3001
Le Clair Logis de Sherbrooke (Fondation).....	3000	Le Clair Logis de Sherbrooke (Foundation).....	3000
Le Foyer Coopératif des Employés de la Kayser (Fondation).....	3000	Le Foyer Coopératif des Employés de la Kayser (Foundation).....	3000
Le Foyer Familial de Sherbrooke Est (Fondation).....	2999	Le Foyer Familial de Sherbrooke Est (Foundation).....	2999
L'Ouvrière Coopérative d'Habitation de Sherbrooke (Fondation).....	2999	L'Ouvrière Coopérative d'Habitation de Sherbrooke (Foundation).....	2999
L'Union Nationale des chauffeurs de taxis de Montréal (Existence corporative terminée).....	3001	L'Union Nationale des chauffeurs de taxis de Montréal (Corporate existence terminated).....	3001
L'Union Nationale des Travailleurs en fer Inc. (Existence corporative terminée).....	3001	L'Union Nationale des Travailleurs en fer Inc. (Corporate existence terminated).....	3001
Syndicat Catholique National des Manœuvres et Terrassiers de Montréal (Existence corporative terminée).....	3001	Syndicat Catholique National des Manœuvres et Terrassiers de Montréal (Corporate existence terminated).....	3001
Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Lac St-Paul (Fondation).....	2999	Syndicat Coopératif d'Aqueduc de Lac St-Paul (Foundation).....	2999
Syndicat des Chauffeurs d'autos (Existence corporative terminée).....	2998	Syndicat des Chauffeurs d'autos (Corporate existence terminated).....	2998
Syndicat des Employés de la Biscuiterie et de la Confiserie de Montréal (Existence corporative terminée).....	3002	Syndicat des Employés de la Biscuiterie et de la Confiserie de Montréal (Corporate existence terminated).....	3002
Syndicat des Employés de l'Industrie du Bois de Construction (Existence corporative terminée).....	3002	Syndicat des Employés de l'Industrie du Bois de Construction (Corporate existence terminated).....	3002
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:		BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:	
Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	3003	Concerning to private bills to be introduced during the coming session.....	3003
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Canada Motor Car Cie Ltée — Canada Motor Car Co. Ltd.....	3003	Canada Motor Car Co. Ltd — Canada Motor Car Cie Ltée.....	3003
La Cie de Pierre Concassée Drummond Ltée.....	3003	La Cie de Pierre Concassée Drummond Ltée.....	3003
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Association des Arts de Montréal.....	3004	Art Association of Montreal.....	3004
Morin, Marcel.....	3003	Morin, Marcel.....	3003
Succession Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène.....	3004	Estate of Alphonse Amédée Miville Dechaine alias Dechène.....	3004
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
St-Herménégilde, village de.....	3004	St-Herménégilde, village of.....	3004
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Cercle agricole de la paroisse de St-Eloi	3004	Cercle agricole de la paroisse de St-Eloi	3004
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Aldfield-Sud, munic. scolaire de.....	3005	Aldfield-South, school munic. of.....	3005
Almaville, munic. scolaire du village de Huntingdon, munic. scolaire catholique de.....	3005	Almaville, school munic. of the village of Huntingdon, Catholic School Munic. of.....	3005
Laffèche, munic. scolaire de.....	3005	Laffèche, school munic. of.....	3005
St-Tharscius-Ouest, munic. scolaire de	3005	St-Tharscius-West, school munic. of..	3005
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Chicoutimi, ville de.....	3006	Chicoutimi, town of.....	3006

Laval, canton de.	3006	Laval, township of.	3006
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile, district de Québec (Prélèvement)	3010	Parity Committee of the Automobile Industry, District of Quebec (Levy).	3010
Industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal (Modification) ..	3007	Paper box industry in the district of Montreal (Amendment)	3007
Industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec (Modification)	3007	Men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec (Amendment)	3007
Industrie et métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau et al (Modification)	3006	Construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau et al (Amendment)	3006
VOIRIE:		ROADS:	
Décret prohibant la pose d'affiches et de panneaux-réclames sur certains chemins	3012	Order prohibiting the putting up of posters and bill-boards on certain roads.	3012
St-Basile, munic. de.	3012	St-Basile, munic. of	3012
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Abercorn House Limited.	2970	Abercorn House Limited.	2970
Abitibi Mills Limited.	2971	Abitibi Mills Limited.	2971
A. Denault Inc.	2971	A. Denault Inc.	2971
Air Compressors and Equipment Limited.	2971	Air Compressors and Equipment Limited.	2971
Artistic Flower Co. Ltd.	2972	Artistic Flower Co. Ltd.	2972
Association des Compagnies de Téléphone Indépendantes du Québec (Inc.) — (Quebec Independent Telephone Association (Inc.))	2972	Association des Compagnies de Téléphone Indépendantes du Québec (Inc.) — (Quebec Independent Telephone Association (Inc.)) ..	2972
Centre de Ski Shawinigan Ski Resort, Inc.	2972	Centre de Ski Shawinigan Ski Resort, Inc.	2972
City Metal & Iron Co. Ltd.	2973	City Metal & Iron Co. Ltd.	2973
D. Dénommée & Company Limited.	2973	D. Dénommée & Company Limited. ..	2973
Dubé & Loïselle Incorporée	2973	Dubé & Loïselle Incorporée	2973
Edelstein & Rosenberg Inc.	2974	Edelstein & Rosenberg Inc.	2774
Ideal Motor Sales Ltd.	2974	Ideal Motor Sales Ltd.	2774
J. A. Rainville Limitée	2975	J. A. Rainville Limitée	2775
Joliette Worsted Co. Ltd.—La Lainière de Joliette Ltée.	2975	Joliette Worsted Co. Ltd.—La Lainière de Joliette Ltée.	2975
Jos. St-Pierre Limitée	2975	Jos. St-Pierre Limitée	2975
Kerner Formals Inc.	2976	Kerner Formals Inc.	2976
Killfeather Garage Limited.	2976	Killfeather Garage Limited.	2976
La Corporation Colombienne de Sorel.	2977	La Corporation Colombienne de Sorel. .	2977
Lalonde Collapsible Boat Ltd.	2977	Lalonde Collapsible Boat Ltd.	2977
Lanthier & Sons Limited	2977	Lanthier & Sons Limited	2977
L'Association Commémorative de Musique de Montréal — (Montreal Memorial Musical Association)	2978	L'Association Commémorative de Musique de Montréal — (Montreal Memorial Musical Association)	2978
La Tuque Construction Inc.	2978	La Tuque Construction Inc.	2978
Le Club Sportif de New Richmond Inc. — The New Richmond Sporting Club Incorp.	2979	Le Club Sportif de New Richmond Inc. — The New Richmond Sporting Club Incorp.	2979
Le Gîte des Trois-Rivières, Inc.	2979	Le Gîte des Trois-Rivières, Inc.	2979
Les Entreprises de Mistassini Limitée — Mistassini Enterprises Limited.	2979	Les Entreprises de Mistassini Limitée — Mistassini Enterprises Limited.	2979
Les Études Commerciales par Correspondance Inc.	2980	Les Études Commerciales par Correspondance Inc.	2980
Le Syndicat Économique de Hull Limitée (Syneco)	2980	Le Syndicat Économique de Hull Limitée (Syneco)	2980
L'Institut Psycho-Social des Trois-Rivières	2980	L'Institut Psycho-Social des Trois-Rivières	2980
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Loretteville Inc. (O.T.J. de Loretteville Inc.)	2981	L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Loretteville Inc. (O.T.J. de Loretteville Inc.)	2981
Longueuil, cité de — Longueuil, city of.	2981	Longueuil, cité de — Longueuil, city of.	2981
Magasin Gay Stores, Inc.	2982	Magasin Gay Stores, Inc.	2982
Majestic Sales Corporation.	2982	Majestic Sales Corporation.	2982
Maritzer Dress Inc.	2983	Maritzer Dress Inc.	2983
Metal Heat Treating Co.	2983	Metal Heat Treating Co.	2983
Montreal Bnai Brith Youth Organization Inc.	2983	Montreal Bnai Brith Youth Organization Inc.	2983
Orchid Fashions Inc.	2984	Orchid Fashions Inc.	2984

Parkway Gowns Inc.	2984	Parkway Gowns Inc.	2984
Peck Building Corp.	2985	Peck Building Corp.	2985
Plage Laval Sports Association — Association Sportive de Plage Laval.	2985	Plage Laval Sports Association — Association Sportive de Plage Laval.	2985
Quebec Stainless Steel Ltd.	2985	Quebec Stainless Steel Ltd.	2985
Scott Phillips Square Corp.	2986	Scott Phillips Square Corp.	2986
Thermoproof Products Ltd.	2986	Thermoproof Products Ltd.	2986
The Sports Motor Cycle Club, Montreal	2986	The Sports Motor Cycle Club, Montreal	2986
Wonderwood Co. Inc.	2987	Wonderwood Co. Inc.	2987
Zigayer Realities, Incorporated	2987	Zigayer Realities, Incorporated	2987

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Absorbent Cotton Products Incorporated (Abscot Inc.)	2988
Guil Limitée	2988
Jet Fastener Corp.	2988
La Compagnie de Téléphone de Risborough	2988
LaSalle Broom Company Limited.	2989
Montreal Mortgage and Discount Company, Limited.	2989
Perfect Style Garment Co. Ltd.	2989
Poterie Vandesca Pottery Ltée-Ltd.	2990
Premier Casing Company.	2990
The Blue Ribbon Bedding Company of Canada, Ltd.—Literie Ruban Bleu du Canada, Ltée.	2990
The Canadian Spool Cotton Company	2990
W. A. Fortin Limitée — W. A. Fortin Limited.	2991

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Absorbent Cotton Products Incorporated (Abscot Inc.)	2988
Guil Limitée	2988
Jet Fastener Corp.	2988
La Compagnie de Téléphone de Risborough	2988
LaSalle Broom Company Limited.	2989
Montreal Mortgage and Discount Company, Limited.	2989
Perfect Style Garment Co. Ltd.	2989
Poterie Vandesca Pottery Ltée-Ltd.	2990
Premier Casing Company.	2990
The Blue Ribbon Bedding Company of Canada, Ltd.—Literie Ruban Bleu du Canada, Ltée.	2990
The Canadian Spool Cotton Company	2990
W. A. Fortin Limitée — W. A. Fortin Limited.	2991

ORDRE DE COUR:

Durand vs Rondeau.	3013
----------------------------	------

RULE OF COURT:

Durand vs Rondeau.	3013
----------------------------	------

PROCLAMATIONS:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.	3013
Concernant l'érection du village de Notre-Dame-du-Lac.	3014

PROCLAMATIONS:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business.	3013
Concerning the erection of the village of Notre-Dame-du-Lac.	3014

SIÈGES SOCIAUX:

Autobus Ile d'Orléans, Limitée	3015
Quebec Stainless Steel Ltd.	3015
Tremblay Construction Ltée	3015

HEAD OFFICES:

Autobus Ile d'Orléans, Limitée	3015
Quebec Stainless Steel Ltd.	3015
Tremblay Construction Ltée	3015

SOUMISSIONS:

Coaticook, ville de.	3016
------------------------------	------

TENDERS:

Coaticook, town of.	3016
-----------------------------	------

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Audet, Arthur.	3017
------------------------	------

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Audet, Arthur.	3017
------------------------	------

VENTE POUR TAXES:

Cap-de-la-Madeleine, cité de	3017
--	------

SALE FOR TAXES:

Cap-de-la-Madeleine, city of	3017
--	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFF'S SALES:

BEAUHARNOIS:

Patenaude vs Meighen	3018
--------------------------------	------

BEAUHARNOIS:

Patenaude vs Meighen	3018
--------------------------------	------

GASPÉ:

Héritiers Charles Maher vs Baird.	3019
---	------

GASPÉ:

Heirs of Charles Maher vs Baird.	3019
--	------

ROBERVAL:

Bergeron vs Dufour, jr	3019
Brassard vs Tremblay	3020

ROBERVAL:

Bergeron vs Dufour, jr	3019
Brassard vs Tremblay.	3020

23595-o

23595-o

